NUMERO 653 PRIX : 10 F AOUT-SEPTEMBRE 1979

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

RENTRÉE OUVRIÈRE ET SPECTACLE SYNDICAL

Il y a maintenant une sorte de rythme établi dans la vie économique et, comme conséquence, dans l'action sociale. A peu près en même temps que la rentrée scolaire, il y a ce qu'on appelle aujourd'hui la rentrée sociale. La première, en raison des frais qu'elle fait peser sur les familles laborieuses, est un des déclencheurs, non le principal, de l'action ouvrière, défensive et offensive, qui est désormais inscrite dans le calendrier social.

Après le long soupir des vacances où l'on essaie d'oublier les difficultés de vivre, voilà qu'elles vous retombent toutes ensemble sur le dos sous les espèces du percepteur, du propriétaire et du marchand. Le gouvernement est le pire de ces pilleurs du pauvre. Les vacances et l'éparpillement des travailleurs lui paraissent un moment propice à ses mauvais coups. Il peut se tromper. On l'a vu en 1953 et en 1955 quand des grèves générales puissantes ont répondu pendant l'été à des mesures d'agression gouvernementales. Le gouvernement que nous avons, que le peuple français s'est donné par une faible majorité électorale, pourrait aussi se tromper s'il pense contenir encore longtemps la révolte populaire, qu'elle soit organisée ou « sauvage ».

M. Barre a longtemps déclaré qu'il voulait maintenir, en dépit de « la crise », le niveau de vie des Français. Il est possible, il est même évident que certains Français se sont trouvés bien de sa politique réactionnaire, qu'ils y ont même trouvé le moyen de s'en remplir les poches. Quant à la majorité travailleuse du peuple français, elle en a déjà subi les conséquences inévitables. Le prétendu « libéralisme » a toujours été, dans la théorie et dans la pratique, un essai de justification de l'exploitation capitaliste. Mais dans les conditions du capitalisme d'aujourd'hui, il est le pire des mensonges. Il ne peut qu'aboutir, comme on le constate après trois ans de démonstration de M. Barre et de sa troupe, qu'à une domination renforcée du grand capital et, par conséquent, à une exploitation plus grande du prolétariat que l'on a mis, par un chômage entretenu, dans une position d'affaiblissement.

Si c'était le but non avoué de M. Barre, on peut dire qu'il a réussi, au moins provisoirement. Mais si, comme il le déclarait, il entendait, au prix de ce qu'il appelait sans cesse « des efforts », « sortir

de la crise », alors il a échoué sur tous les terrains. Il s'obstine cependant. C'est le comportement bien connu de celui que le démenti des faits ne fait pas revenir, au contraire, sur sa politique absurde.

Il est possible que son grand patron, celui qui l'a placé là, qui a soutenu sa politique et qui est, par conséquent le grand responsable, finisse par le remercier avec une forte indemnité de licenciement. Cet événement attendu ne se produira cependant que si la température sociale dépasse un seuil critique. On pourrait penser qu'il est déjà atteint et dépassé après les mesures prises par ce gouvernement pendant la période estivale : augmentation des prix pour l'usage des services publics, déjà payés par les contribuables ; attaques plus ou moins sournoises contre la Sécurité sociale ; libération des prix industriels qui fait payer au consommateur des investissements non contrôlés, qui se font, ou ne se sont pas, ou se font ailleurs. Tout cela aboutit, et le gouvernement ne peut plus s'en cacher, à la réduction du pouvoir d'achat. L'importance de cette réduction pour une famille ouvrière moyenne, a déjà été calculée, mais le porte-monnaie de la ménagère parle plus éloquemment que tous les chiffres. Il paraît hors de doute qu'il y aura une réponse ouvrière à cette politique d'agression. Peut-être s'est-elle déjà fait entendre.

***

La force de cette réponse dépend, on le sait, des syndicats. Ils peuvent en hausser le ton, en faire un cri unanime. Ils peuvent aussi en retenir l'accent, faire que cette réponse ouvrière soit jugée « raisonnable », en tout cas, qu'elle ne soit pas « sauvage », qu'elle échappe au contrôle des « organisations responsables ». C'est ainsi que parlent les leaders syndicaux. Comme nous ne sommes pas ici des démagogues, nous ne leur donnons pas toujours tort, si nous ne les approuvons pas dans tout ce qu'ils disent, si nous ne les applaudissons pas avant même qu'ils aient parlé.

Ces dirigeants de l'action ouvrière, nos dirigeants, viennent toujours sur le devant de la scène en cette période de rentrée sociale. Leurs discours et leurs comportements réciproques ont d'autant plus d'intérêt et prennent d'autant plus d'importance que la situation en France est celle du pluralisme syndical, que rien dans le présent ne permet de penser à une fusion possible, que l'unité d'action elle-même, succédané souvent nécessaire, est sans cesse remise en cause et controversée.

Nous suivons donc ici l'évolution et les évolutions de ces « chefs » ouvriers. Nous disons « chefs » (un mot que nous n'aimons pas), parce que l'action sociale est une bataille, une dure bataille jamais terminée et parce que, dans cette bataille, les syndicats jouent un rôle prépondérant, même s'il n'est pas toujours d'avant-garde.

Georges Séguy, de la C.G.T. (ne pas confondre avec Georges Séguy, dirigeant du P.C.F.) se tient à l'avant-scène. Unité d'action ou pas, il n'entend pas qu'on lui dispute cette place qu'un grave accident de l'histoire ouvrière lui a donnée. L'unité d'action, il en est le champion pourvu qu'elle se fasse sur le programme de revendications que sa centrale vient de faire connaître. Sans cela, dit-il, ce n'est pas la peine de perdre son temps. Pour lui, l'unité d'action, c'est l'adhésion préalable à son programme. La C.G.T. de Séguy a voulu précéder tous ses partenaires possibles. Elle ne leur a pas demandé leur avis pour décider d'une « semaine d'action », selon ses habitudes spectaculaires. Les autres n'ont qu'à suivre, s'ils le veulent. Il ne s'agit pas tant pour la C.G.T. de Séguy de réaliser une action unitaire de masse efficace que d'être la première et la seule à défendre « l'intérêt des travailleurs » tel qu'elle le conçoit.

Elle a préludé en prenant sa part à une grève de quarante-huit heures des cheminots. Une part seulement, car la C.F.D.T. en était et aussi, surtout, la Fédération autonome des agents de conduite dont la participation est déterminante. La grève a réussi parce que la protestation et la revendication des cheminots étaient justifiées. Nous ne voulions pas que la semaine d'action de la C.G.T. soit un échec qui compromettrait toute la suite et l'efficacité de la bataille ouvrière de rentrée. Les faits ont déjà répondu : le bilan de cette « semaine d'action » est maigre et ses résultants sont sans signification.

Par la plume de son secrétaire général, Edmond Maire, la C.F.D.T. s'est interrogée dans *le Monde* des 19 et 20 août sur « l'avenir du mouvement ouvrier ». Nécessaire réflexion. Edmond Maire veut voir plus loin que le bout du nez du syndicalisme ronronnant. Il écrit par exemple : « *... la composition, la représentativité des forces organisées du mouvement ouvrier est restée largement figée depuis trente ans alors que le salariat s'étendait et se diversifiait rapidement sous l'effet de l'évolution économique, technologique et sociale.* » Les syndicats ont d'abord été l'organisation des ouvriers industriels qualifiés. Puis, est venu se greffer le syndicalisme des fonctionnaires. Aujourd'hui, une grande partie des classes laborieuses, la majorité, est étrangère au syndicalisme, même si des organisations qui portent le nom de syndicats prétendent parler pour elle. C'est là que nous rejoignons les analyses de notre ami Simon Rubak dont les éditions Spartacus viennent de nous donner l'ouvrage : « *Classes laborieuses et révolution* ». C'est une étude qui fournit une base théorique à cette réflexion sur l'adaptation du syndicalisme à une société qui a évolué plus vite que lui. Il faut trouver « un nouveau souffle » comme le dit Edmond Maire.

André Bergeron, secrétaire général de la C.G.T.-F.O., se félicite pourtant qu'au milieu de tout ce train de « redéploiement » et de « restructuration », « *la politique contractuelle ait été préservée* ». Ces derniers temps, elle ne semble pas avoir apporté beaucoup de fruits à la classe ouvrière. Le camarade Bergeron n'est tout de même pas décidé à « signer n'importe quoi », selon une expression qu'il affectionne. Lui aussi, il a confié au journal « Le Monde » un article intitulé « Combattre l'injustice ». Vaste et noble programme. Il faudrait peut-être distinguer : combattre les injustices, celles qui chaque jour nous indignent et nous révoltent, s'attaquer chaque jour à elles, c'est la tâche réformiste du syndicalisme. Mais aussi combattre l'injustice fondamentale de la société, celle dont toutes les injustices ne sont que les rejetons. C'est la tâche révolutionnaire ; et c'est alors que

Bergeron ne nous accompagnera plus, probablement. N'a-t-il pas dit aussi que la politique contractuelle était une fin en soi ?

Le quatrième personnage du quadrille syndical n'est pas absent : c'est le camarade André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'Education Nationale. Il doit cette vedette au fait qu'il est à la tête d'une organisation de masse dont l'unité formelle, sinon réelle, lui permet, comme il le dit lui-même dans son interview du « Monde » (30 août), d'être « un trait d'union permanent entre les centrales syndicales françaises divisées ». De son long propos où les bonnes choses ne manquent pas, relevons seulement celle-ci : *« Revendiquons la réduction de la durée du travail en montrant qu'elle est un élément essentiel de la qualité de la vie, s'ajoutant aux améliorations souhaitables dans le domaine du logement, des transports, des loisirs, des conditions de travail dans les entreprises... »*

Oui, entrons résolument dans cette bataille sociale qui commence et dont l'enjeu est, sinon l'avenir du mouvement ouvrier, du moins la démonstration de l'efficacité de son action directe. En dépit des vitupérations de M. Michel Debré, c'est *la réduction du temps de travail* qui doit rester la revendication primordiale et unitaire de toutes les couches du nouveau prolétariat.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

La seule politique qu'il ne fallait pas faire

Voici M. Barre au milieu des débris de sa politique dite « libérale ». Il en remettait toujours les effets bienfaisants au semestre suivant. L'inquiétude de M. d'Estaing qui l'inspira et le soutint s'est accrue à la fin d'un septennat renouvelable, suffisamment pour qu'il lui conseille une « relance » qui hier était proscrite même dans les mots. L'injection de crédit qui vient d'être décidée dans le bâtiment et les travaux publics pour « relancer » l'économie est juste le contraire du libéralisme. C'est déjà un reniement. Nous pouvons le saluer en espérant que M. Barre réservera désormais pour sa chaire de professeur et pour ses gros livres la démonstration des vertus du libéralisme. On pourrait dire qu'il vient de démontrer par l'absurde que sa politique était la seule à ne pas faire.

Entendons-nous bien. Nous ne sommes pas ici pour trouver des solutions aux difficultés du capitalisme et pour le « sortir de la crise ». Mais si c'était le but que s'assignait le premier ministre, son échec est patent et complet.

Essayons de raisonner comme quelqu'un qui n'entend pas changer fondamentalement le système, mais seulement faire cesser son blocage, le faire repartir. Essayons aussi de ne pas parler le jargon des économistes qui est volontairement ésotérique. On peut soit « relancer » la consommation, soit « relancer » l'investissement. C'est l'un ou l'autre, et il n'est pas trop de dire que ce choix dépend d'une orientation de classe. Pour relancer la consommation, on augmente le salaire réel, c'est-à-dire le pouvoir d'achat des consommateurs les plus nombreux, celui des travailleurs de salaire faible ou modeste. Alors, la demande est plus pressante à la base, l'offre doit suivre et les entrepreneurs capitalistes sont poussés aux investissements nécessaires. La machine est repartie. Ce n'est pas nous qui avons trouvé ça.

Ou bien — et c'est la méthode adoptée évidemment par le « libéral » M. Barre — on réduit au contraire la part de la consommation populaire par le freinage des salaires, le chômage et la liberté des prix, c'est-à-dire, dans les conditions actuelles, leur hausse continue. On pense ainsi que, les profits s'accroissant, l'autofinancement avec eux, les capitalistes investiront, que la machine repartira par cette impulsion « par en haut » en quelque sorte.

Avant d'en juger aux résultats, on voit déjà que la première méthode, sans rien bouleverser quant au fond, est soucieuse du bien-être du peuple, ne veut pas lui faire « payer » la crise, s'appuie sur lui, sur ses besoins, pour réanimer une économie bloquée. La consommation populaire est le moteur de la reprise.

La méthode de Barre et de son coadjuteur Monory repose sur l'initiative des patrons des entreprises privées. On allège leurs charges sociales, on leur fait des grâces fiscales, on laisse inchangées leurs cotisations à la Sécurité sociale alors qu'on alourdit celles des salariés et... l'on attend. On attend qu'ils investissent pour créer des emplois. Or, ils n'investissent pas (ils attendent eux aussi), ou bien ils font des investissements non productifs créateurs d'inflation (l'Etat leur en donne l'exemple) ou bien ils investissent ailleurs où la main-d'œuvre est moins chère et plus docile ; ils participent aux sociétés multinationales ; ou bien ils bouffent les petites et moyennes entreprises, chères à M. Monory qui compte béatement sur la concurrence alors que les conglomérats dominent les marchés. C'est pour eux que joue le libéralisme, c'est-à-dire la liberté de la jungle.

Cette doctrine désuète — en admettant qu'elle ait jamais eu cours dans la réalité économique — vient en réaction aux théories d'après-guerre sur l'Etat de bien-être et de plein-emploi. La social-démocratie recule en même temps qu'elles. Tous les réactionnaires et les conservateurs sont des adeptes de ce « libéralisme ». Pinochet s'en revendique aussi. Il faut que ce soit les évêques chiliens qui, dans un document publié le 14 août, lui fassent remontrance ! Ils critiquent l'économie libérale pratiquée par Pinochet. « *Le paysan,* écrivent-ils, *ne se trouve pas à égalité pour participer au jeu de la libre concurrence.* » En France, ce n'est pas vrai seulement pour le paysan.

Mme Thatcher, en Grande-Bretagne, est aussi une « libérale ». Elle a battu en juillet le record de l'inflation : 4,3 % en un mois. Elle se heurte à la résistance des syndicats ouvriers et elle n'en est pas sortie. Souhaitons que la résistance des syndicats français soit au moins égale. Quant à l'inflation, nous avons tout le temps d'en reparler. En tout cas, le professeur Barre et son contremaître Monory ne paraissent pas qualifiés pour nous apprendre com-

ment lutter contre elle. Les faits répondent négativement à leurs ambitions anti-inflationnistes. Il faut chercher la cause de l'inflation ailleurs que dans l'élévation des salaires.

Pour aujourd'hui — mais nous ne nous dérobons pas — contentons-nous de faire hurler les économistes officiels, et plus encore M. Michel Debré, en leur soumettant cette opinion de S.C. Kolm, directeur d'études à l'école des Hautes Etudes : « *Les gouvernements ont, par leur politique de stabilisation, créé des dizaines de millions de chômeurs dans le monde de façon à faire baisser de quelques points le taux annuel de la hausse des prix. Mais qu'y a-t-il de mal à l'inflation si prix et revenus augmentent ensemble ?* (Revue « Recherche », numéro spécial, n° 100.)

Carter le mal-aimé

Est-il vraiment mal-aimé ? Des sondages douteux et plus encore la propagande insidieuse de la presse française veulent nous en convaincre. C'est avec commisération que la presse et les porte-parole du pouvoir le traitent quand ils n'essaient pas de le rendre ridicule.

Arrêtons-nous un moment. Nous entendrons peut-être ceci : allez-vous vous faire les défenseurs du président de l'impérialisme américain ? Seriez-vous payés, par hasard ? Il y en a qui le croient vraiment. C'est à la fois bête et risible.

Carter fait partie d'un autre camp que le nôtre. Nous jugeons des dirigeants de ce camp-là d'un observatoire extérieur à leur espace. Et, n'hésitons pas à le dire, nous cherchons parmi eux le moindre mal, contrairement à ce qui a été repoussé pendant longtemps.

Pour nous, Carter est le moindre mal. Nous n'avons rien à faire évidemment avec sa bigoterie, mais nous aimons cette naïveté dont se gaussent nos hommes politiques, son obstination à introduire la morale dans la politique. (De la naïveté, avec peut-être une certaine dose d'hypocrisie inhérente à son métier.) Nous nous en tiendrons aux actes plus qu'aux paroles.

Son dernier exploit ne paraît pas très brillant : il a « démissionné » son ambassadeur à l'O.N.U., Young, parce qu'il avait transgressé ses instructions en entretenant des relations avec des représentants de l'Organisation de Libération de la Palestine. Mais est-on sûr qu'il ait vraiment transgressé les instructions secrètes ?

Pour la crise du pétrole, nous avons vu Carter s'opposer au « lobby » des sociétés pétrolières, décider une taxe extraordinaire sur leurs super-bénéfices. On a annoncé aussitôt en France qu'immédiatement après son discours sur l'énergie, les valeurs mobilières avaient baissé. Pardi ! Quand M. Monory parle, elles montent ! Tout dépend de la politique que l'on a, si c'est celle des actionnaires ou celle des consommateurs, si l'on surtaxe les salariés ou si l'on impose les profiteurs de la crise, comme le réclamaient ici les partis d'opposition.

On n'a rien dit ou presque d'une résolution très importante de la centrale syndicale A.F.L.-C.I.O. Réuni le 6 août, à Chicago, le conseil exécutif des syndicats a adopté le passage suivant : « *Si le monopole du pétrole ne sert pas comme il convient l'intérêt public, la nationalisation de cette industrie devrait être envisagée* ». La nationalisation revendiquée au pays de la libre entreprise ! Et par des syndicats pour le moins modérés et qui soutiennent la politique de Carter ! Ajoutons que le syndicat de l'automobile, non affilié, comme on le sait, à l'A.F.L.-C.I.O. a entrepris une « grève politique » contre le lobby pétrolier et qu'il a prévu pour le 17 octobre une « journée d'action » contre la politique du « grand pétrole ». N'aurions-nous pas quelque graine à prendre dans les syndicats américains ?

Suivons encore un peu Carter, dans sa politique intérieure, puis dans sa politique extérieure. Un fait, dans chaque domaine. Il y a eu le 8 août 1978, une action policière contre une organisation gauchiste à Philadelphie. La télévision enregistra des scènes de violences, de brutalités de la police locale. A la suite d'une enquête qui a duré un an, l'attorney général (ministre de la justice) a déposé une plainte devant le tribunal de Philadelphie contre le maire de la ville et les responsables de la police municipale pour « *violation systématique de la constitution et des lois des Etats-Unis... actes de violence fréquents, arbitraires, déraisonnables et heurtant la conscience* ». Nous attendons une action semblable, une seule, en France qui commencerait à prouver que la police n'est pas au-dessus de la loi et que nous ne sommes pas dans un Etat policier.

Maintenant, un fait de politique extérieure. Lisons, et relisons bien, une dépêche de l'agence A.P. du 23 août dernier :

« *La première mission militaire soviétique à visiter l'Argentine est arrivée mardi 21 août à Buenos Aires pour un séjour d'une semaine. Les autorités espèrent signer un accord d'assistance militaire. L'Argentine achète des armes à la France, à la Grande-Bretagne, à Israël, à l'Espagne depuis que le gouvernement américain a suspendu ses ventes d'armements en 1978 en signe de protestation contre les violations des droits de l'homme par le régime militaire.* »

Le commentaire est complètement inutile. « Le marchand de cacahuètes » n'est pas un marchand d'armes pour les dictateurs sanglants de l'Argentine. Il n'est pas étonnant qu'il soit mal-aimé des hommes d'affaires conservateurs et réactionnaires américains. Il est même possible qu'il soit mal-aimé d'une majorité de la population des U.S.A. Ce ne serait pas la première fois, ici ou ailleurs, que le suffrage donnerait la préférence à un imbécile ou à un gangster.

R. GUILLORÉ.

LA PEINE DES HOMMES

LES MÉTIERS QUI TUENT

En un temps où l'on débat des remèdes à apporter au chômage, où les syndicats entendent se battre pour une réduction progressive du temps de travail vers les 35 heures, et aussi pour la cinquième équipe de travail posté dans la sidérurgie, on peut s'étonner que la nocivité de ce dernier système de travail, qui prend de plus en plus d'extension, ne soit que rarement dénoncée par les responsables syndicaux qui, pourtant ,ne se sont pas fait faute de condamner dans le passé, après le taylorisme, le chronométrage, le travail aux pièces, au rendement, les cadences infernales des chaînes de travail, etc., toutes méthodes de production instaurées par un patronat cupide et égoïste, dont la seule loi est le profit et qui se soucie peu des ravages causés par cette surexploitation concernant la santé et la mortalité ouvrières.

Ces ravages ont été, toutefois, mis en évidence par certains représentants syndicaux de la Médecine du travail mettant les travailleurs en garde contre les abus et les dangers qui résultent de l'inadaptation physiologique et psychique à des rythmes de vie inhabituels.

D'autre part, dans un livre récent, P. Surault, maître-assistant de sciences économiques, qui étudie les causes de l'inégalité sociale devant la mort (1), écrit ceci :

« Le système de travail en continu, qui permet aux entreprises de fonctionner 24 heures sur 24, apparaît comme une source importante de troubles physiques et psychiques... On sait en effet que ce type de travail entraîne des troubles nombreux et importants, troubles de sommeil, troubles digestifs, troubles psychologiques, mais aussi troubles sans diagnostic précis (et aussi une plus grande fréquence des accidents graves au cours des postes de nuit), qui risquent tous d'entraîner une usure prématurée de l'organisme, comme l'attestent les commentaires du rapport présenté, à la demande du ministre du Travail sur les « Recherches en vue d'une organisation plus humaine du travail industriel » : « L'adaptation des rythmes biologiques aux heures de travail posté est difficile... Les fonctions vitales se trouvent affectées parce qu'il y a une différence de qualité entre le sommeil de nuit et le sommeil de jour... Le travailleur a une vie complètement décalée par rapport à celle de sa famille et de la société. »

Ne craignons pas d'allonger cette citation en ajoutant « ... Dans le cas particulier du travail posté, l'horaire en alternance empêche le salarié de suivre des activités sportives, culturelles, politiques et syndicales régulières en dehors de ses heures de travail, car son temps disponible est souvent situé dans des plages de temps où les autres travaillent. Il en résulte une certaine solitude, l'ennui du temps libre s'ajoutant à l'ennui du travail (l'alcoolisme constituant alors une échappatoire fréquente). »

Témoignage tout aussi édifiant du Dr Jean Gosset, qui a pu constater chez ces sortes de malades tout le cortège détaillé de digestions lentes, de brûlures, d'aigreurs, d'intolérance alimentaire, de constipation, etc., et qui, dans un livre sur « L'appareil digestif », écrit ceci : « Notre organisme vit d'habitudes. Parmi ces habitudes, il est des rythmes extérieurs, horaire du lever, horaire du coucher, ordre des repas, moment du maximum d'activité dans la journée, et le rapport de toutes ces cadences avec le rythme solaire sont des éléments d'équilibre important de l'organisme humain. Un exemple banal nous fera mieux comprendre. L'ouvrier qui travaille « en équipe » une semaine de 6 h à 14 h, la semaine suivante de 14 h à 22 h et la troisième semaine de 22 h à 6 h quarante-huit semaines par an est soumis à un type de « dysrythmie » particulièrement accentué. Chaque semaine changera l'horaire du lever et du coucher, l'horaire du principal repas, l'horaire de la défécation. Comment voulez-vous que s'y retrouvent un côlon qui a l'habitude de fonctionner au début de la journée ou un estomac qui crie famine à midi ?... L'ouvrier qui se lève de semaine en semaine à des heures nouvelles oblige ainsi sans cesse son organisme à reprendre des habitudes nouvelles qui ne sont, en fait, qu'autant de réflexes conditionnés. La contrariété apportée par le changement incessant des mécanismes habituels de fonctions végétatives entraîne le spasme, l'hypersécrétion, les désordres fonctionnels. »

Mais, c'est aussi de la part des travailleurs eux-mêmes que les témoignages abondent sur ces troubles dus au dérèglement des horaires et au travail de nuit. D'un ouvrier d'une usine de pneumatiques : « Les trois quarts du temps, on a envie de dormir toute la nuit, ensuite on ne peut plus quand on commence à voir venir le jour... On tient à grands coups de café. Il y a aussi l'alcool. L'alcool, c'est interdit d'en rentrer, mais ça se fait tout le temps. Pour dormir il y a les somnifères. » Un autre ouvrier changeant d'horaire chaque semaine : « Même pour un célibataire comme moi, cela détruit la vie de famille. Je ne peux pas vivre comme tout le monde. Mais surtout ce système vous détruit la santé. On vit sur les nerfs. Cela envenime nos rapports avec nos proches. Et puis, comment avoir de l'appétit quand ça change tout le temps ? »

Autre son de cloche d'un ouvrier du textile qui montre comment la carotte des primes et des gains de temps peut faire illusion (2) : « Quand on présente les 3×8 à quelqu'un qui travaille à la journée, il a vraiment l'impression qu'au niveau du temps libre, ça va être quelque chose de fantastique. C'est bien pour ça que, outre l'avantage financier, dans beaucoup d'entreprises, quand les directions annoncent : « On va vous faire tourner en 3×8 », les gars acceptent. Ça fait bientôt trois ans que je travaille en 3×8. En apparence, ça te donne énormément de temps libre, mais, au bout d'un moment, on s'aperçoit que ce temps libre on l'a pour pas grand-chose : parce que, dans une ville, la vie a un rythme. Alors, bien sûr, si tout le monde travaillait en 3×8

(1) «L'Inégalité devant la mort», Edition Economica, 1979.

(2) Adret : « Travailler deux heures par jour », Ed. du Seuil.

aux mêmes moments, on se retrouverait les après-midi tous ensemble. Mais l'après-midi on se retrouve finalement tout seul... Quant à la vie sexuelle, tu es tellement crevé, perturbé, que l'autre, tu arrives à l'oublier. Je connais un jeune couple, les deux travaillent en équipe et ont souvent comme seuls contacts les mots qu'ils s'écrivent et laissent sur la table... Un médecin disait à un copain : « A voir la tête, je sais si c'est un 3×8 ou pas ». Comme si ce système, outre le fait de bouffer le temps de l'ouvrier, marquait son corps comme jadis le maître marquait ses esclaves.

Enfin, celui d'un sidérurgiste de Denain venu manifester à Paris le 23 mars dernier : « J'ai passé plus de nuits à Usinor qu'avec ma femme, pourtant chacun sait que les feux continus vous enlèvent dix ans de la vie. »

Humanisme et rentabilité

De fait, les aciéries modernes travaillent en continu jour et nuit, dimanches et fêtes compris. 50 % de leurs ouvriers font le travail en quatre équipes pour une durée hebdomadaire de 40 heures et sont, certaines semaines, occupés jusqu'à 56 heures. C'est pourquoi, outre qu'elle serait un remède partiel au chômage, c'est aussi pour humaniser quelque peu les conditions de travail posté que les syndicats revendiquent la création d'une cinquième semaine qui réduirait le temps de travail à 33 h 15 par semaine.

On le conçoit, le patronat, appuyé par ses hommes au pouvoir, réagit violemment, en prétendant que cette réforme augmenterait le coût salarial de 20 % et acculerait les entreprises à la faillite. Ce que contestent les syndicats rappelant qu'il n'y a que 50 % d'ouvriers sidérurgistes en continu et démontrant, chiffres à l'appui (« Observateur » du 12-2-79) qu'en définitive cette opération n'augmenterait les charges de la sidérurgie que de 6 % et créerait 10.000 postes de travail, donc 10.000 chômeurs en moins.

Au surplus, cette objection du surcroît salarial ne tient guère comparée au coût véritable, c'est-à-dire au coût social du travail posté. Des études sérieuses ont montré que la grande majorité des graves accidents du travail, parfois mortels, se produisent en fin de poste, du fait de la fatigue et que la mise en place d'une cinquième équipe dans les travaux postés de la sidérurgie supprimerait 80 % de ces accidents.

« Actuellement, les morts par accident se comptent par dizaines à Dunkerque, déclare Chérèque, secrétaire général adjoint de la C.F.D.T. Ces accidents coûtent cher à la collectivité. En réduire le nombre conduirait à des économies qui compenseraient les frais supplémentaires liés à l'embauche d'un nouveau personnel. »

On est ainsi amené à reconnaître que si le système des 4×8 dans la sidérurgie est dangereux, et en fin de compte coûteux, il l'est aussi par l'absentéisme et les maladies qu'il provoque. L'absentéisme est un moyen comme un autre de recouvrer la santé. D'ailleurs, tout comme dans la sidérurgie, on a constaté que les entreprises du textile, de la chimie, de l'alimentation, etc., où le travail posté et à la chaîne est pratiqué et qui emploient une grande majorité d'O.S., connaissent un absentéisme deux ou trois fois plus important que dans le travail normal de jour. « Il n'y a pas de mystère à cela, déclare un délégué ouvrier, car les conditions d'hygiène (bruits, vapeurs de produits chimiques, etc.), l'alternance du travail posté sont les raisons profondes des arrêts de travail. »

Bref, cet exposé des motifs en faveur de la réduction de la peine des hommes, les coûts indirects, humains et sociaux supportés par la collectivité, l'aggravation de la mortalité ouvrière due aux conditions de travail intensif justifieraient, dans l'absolu, l'abandon du travail posté quel que soit le nombre des équipes requises à cette fin.

Cependant, si l'on peut admettre que dans certains secteurs de production comme les usines à feu continu, pourvues de hauts fourneaux nécessitant une activité ininterrompue, l'instauration de ce système dans d'autres industries (ou en semi-continu, soit en 3×8 avec interruption en fin de semaine) n'est souvent que la résultante de la guerre des appétits capitalistes qui pousse à produire toujours davantage, à disputer des marchés aux concurrents étrangers et à satisfaire les actionnaires qui attendent leurs dividendes (3). Ce qui, du reste, va de pair avec le développement des cerveaux électroniques, des machines-transferts et des usines robots, lesquels, s'ils ont quelque peu soulagé l'effort ouvrier, ont, en revanche, par une tension accrue des cadences, provoqué chez lui une fatigue nerveuse devenue la compagne familière de millions de travailleurs rivés à la chaîne, harcelés, poussés eux aussi aux gains de productivité et à qui, malgré les progrès techniques tant prônés, on ne donne ni le temps ni les moyens de jouir valablement de ce qu'on nomme la qualité de la vie.

S'unir, agir ou gémir

Certes, le malaise est général et atteint tous les pays industriels. Pourtant, s'il importe moins de dénoncer les tares du système que de rechercher les moyens d'y remédier, on ne saurait s'illusionner outre mesure sur les possibilités de transformation fondamentale des modes de production dans le cadre du régime capitaliste.

Déjà en 1913, dans un important ouvrage de plus de six cents pages, « La Métallurgie », destiné à éclairer les travailleurs de la profession sur les conditions de leur exploitation, et édité par la Fédération des Métaux dont il était le secrétaire, Alphonse Merrheim pouvait écrire :

« L'industrialisme dissocie le travailleur par ses multiples services. Il le dissocie par la multiplicité des équipes. Tout est coordonné et contribue à accentuer chez l'individu le sentiment de la disqualification de sa personnalité comme de sa valeur professionnelle... Cet amoindrissement de la personnalité de l'individu s'accomplit le plus souvent sans que les travailleurs en aient eux-mêmes conscience... La classe ouvrière est la grande, la seule responsable ; elle n'a que l'excuse de son ignorance du milieu économique qui l'opprime, dans lequel elle se meut, travaille et souffre misérablement. »

(3) Pour l'ensemble de la population active, plus de deux millions de travailleurs sont ainsi employés. Dans les industries de transformation, la proportion des salariés travaillant en équipes successives va jusqu'à 82 % dans les établissements de plus de 1.000 salariés.

N. FAUCIER.

L'AN 2000, C'ÉTAIT HIER !

SECTORISATION PSYCHIATRIQUE

Les lecteurs de la *R.P.* seront peut-être étonnés d'une rubrique sur la psychiatrie dans ses colonnes. Il est pourtant important d'en parler, pas en tant que thérapeutique, mais en tant que contrôle social, en terme de lois qui font des institutions psy, non une marge, mais une réalité en plein cœur du système.

Le prétexte, la folie, sur laquelle nous reviendrons, et à travers elle, la coercition législative et le pouvoir médical.

Pourquoi l'An 2000 c'était hier ? Tout simplement, parce que la science-fiction ne prévoit rien d'autre que ce qui existe déjà.

Il n'est pas possible dans la situation actuelle, de masquer la raison d'Etat qui couve sous ces lois.

Pour aborder ce sujet, nous proposons aux lecteurs de la *R.P.* une suite d'articles sur les lois sociales et leurs conséquences, en souhaitant ouvrir un débat sur ces problèmes. La « maladie mentale », comme le reste d'ailleurs, ne doit pas être l'affaire (et le profit) de quelques spécialistes, mais doit être l'affaire de tous.

Tous les citoyens et citoyennes de notre pays sont concernés par des lois sociales. Aujourd'hui, nous aborderons la sectorisation psy au travers de la circulaire du 15 mars 1960, relative au programme d'organisation et d'équipement des départements en matière de lutte contre les maladies mentales.

En fait, les lois sociales et en particulier celle-ci, ne visent-elles pas à faire d'une population entière, une population d'assistés ?

Le secteur a pour but de diviser le département en un certain nombre de secteurs géographiques, à l'intérieur desquels, la même équipe médico-sociale doit assurer pour tous les malades, la continuité indispensable entre le dépistage, le traitement sans hospitalisation quand cela est possible, les soins avec hospitalisation et la post-cure.

Le principe essentiel de la lutte contre les maladies mentales est en effet de séparer le moins possible le malade de sa famille et de son milieu.

Il faut éviter les désadaptations qu'entraîne l'éloignement du malade de son environnement. Dans le chapitre III, article 2, de cette circulaire, il est dit : « Il est nécessaire que les établissements d'hôpitaux psy ou d'hôpitaux de jour (hôpital où le patient est traité la journée, le soir il rentre chez lui) soient facilement accessibles pour la population qu'ils desservent ».

L'idée est séduisante, et on pourrait croire que le secteur, en se développant, diminuera l'activité des asiles psychiatriques.

En exemple, l'hôpital psy de Vaucluse qui reçoit les patients des secteurs du 1er, 2e, 4e, 5e, 7e, 17e arrondissements de Paris, est situé à Epinay-sur-Orge dans l'Essonne (soit à 30 km de Paris !)

De même la loi de 1838 prévoit un hôpital par département pour les malades mentaux.

En passant, si vous devez être hospitalisé, vous n'avez pas le choix de l'hôpital ni celui du médecin.

Pour faire de la prévention de la folie, puisque le but de la sectorisation est de prendre le « mal à la racine » et d'éviter l'hospitalisation, il existe des équipes d'infirmiers(ères) visiteurs(euses) qui se déplacent chez les gens signalés par les voisins ou la police ou bien déjà connus par l'équipe.

A l'occasion, si un jour vous ête ramassé sur la voie publique, quelque peu alcoolisé, la police vous signalera au secteur dont vous dépendez.

Enfin si le secteur doit dégrossir les hôpitaux, il se pose le problème du financement de ce secteur. La circulaire c'est du papier, aussi les psychiatres vont se battre pour obtenir des arrêtés datant du 14 mars 1972 qui devront concrètement appliquer la circulaire.

Dans l'Annexe 2 de ces arrêtés d'organisation du secteur, trois éventualités de gestion sont exposées. 1° l'hôpital gère tout ce qui relève de la psy, avec délégation départementale. 2° une institution de secteur (association privée loi 1901) gère, sous le couvert du service départemental d'Hygiène Mentale, toutes les institutions (cas du 13e arrondissement de Paris avec le Dr Paumelle).

3° Enfin, la plus fréquente est la gestion mixte du secteur sous l'égide du département ou de l'hôpital.

Les hôpitaux fonctionnant au prix de journée, plus il y a de malades, plus il y a d'argent (300 à 400 F/jour par patient et 1.200 à 1.500 F/jour par enfant hospitalisé). Donc il y a financement du secteur.

Or si le secteur fonctionne dans les termes de la loi, celui-ci va éviter l'hospitalisation des patients. A ce moment les prix de journée diminuent, donc le secteur ne peut plus fonctionner.

A travers cette rapide approche de la loi sur le secteur, je voudrais exprimer un avis sur le danger que représente la sectorisation. En sachant qu'il vaut mieux éviter les hospitalisations, car à l'hôpital il ne se passe rien, pour certains c'est la voie de garage, pour d'autres la voie sans issue. Il ne s'agit que d'une entreprise bureaucratique hospitalière.

Il est vrai qu'il est trop tôt pour se prononcer sur le secteur quant à son rôle, ce qui, depuis 1972, peut paraître encourageant ou décevant.

Il faut savoir que le secteur est à craindre par son quadrillage de population et de sa mise en place à tous les niveaux de la vie, des services psy dans chaque recoin.

En fait, le but n'est-il pas de déposséder la population de sa spontanéité, de son droit à revendiquer ses désirs, en fournissant un service social si complexe, que seule une « pléiade » d'assistantes sociales de secteur, d'entreprise, de caisses diverses, d'hôpitaux, d'administration, de justice, des handicapés, d'éducateurs qui travaillent en internat, en externat, en milieu ouvert, pour l'Education Nationale, les sports, la santé, les D.A.S.S., les municipalités, les C.R.E.A.I., les personnels sociaux des foyers, des M.J.C., des centres socio-culturels, des juges de tutelle, des gérants de tutelle, des offices de protection tutélaire, avec la Médecine du travail, la Médecine scolaire, des psychologues de l'orientation pédagogique, de consultations à droite, à gauche, ... pourraient intervenir.

Faut-il y ajouter les infirmières de secteur et tout l'arsenal qui s'y entasse ?

Il ne faut pas donner une vision apocalyptique du contrôle social qui nous régit, mais les visites à domicile n'ont pas été inventées par la sectorisation, et leur rôle était clair.

En 1890, existaient des formulaires d'enquêtes imprimés à l'usage de la police et des infirmières visiteuses dans le but d'une enquête sociale.

« En 1930, un service d'infirmières visiteuses jouissent du droit d'entrer à l'improviste dans chaque logement, d'y conseiller les femmes sur la tenue de leur budget (voir les tutelles), d'y enquêter sur la santé physique et morale de la famille et de consigner leurs observations sur un fichier central. Cette prise en charge de la moralité sociale conduira en 1933 à créer au bout de la zone, un immeuble spécial pour « des familles souvent nombreuses, d'une éducation sociale douteuse et qui avaient besoin d'être observées et améliorées, avant d'être introduites dans un milieu normal. (« De la cité ouvrière au grand ensemble de 1815 à 1975 » de R. Bottles et P. Noisette, n° 189 - F.M. Maspéro.)

Depuis 1840, le pouvoir en place va faire construire des cités ouvrières. Pour ce faire, on fait appel à une couverture médicale et hygiéniste. Depuis 1802, il existe la Fondation des conseils de salubrité. Depuis 1829, les médecins font publier les « Annales d'Hygiène publique et de la Médecine légale » où ils ont restructuré la nouvelle idéologie de l'hygiénisme, qui veut que santé physique et santé morale soient à jamais indissociables.

Dans la politique de l'espace parisien à la fin de l'Ancien Régime, il est dit : « ... Lorsque l'enjeu architectural se double d'un enjeu social qui s'exprime par des normes éthiques, l'hygiéniste-architecte recourt à l'hygiène morale qui doit régler la vie des habitants, en fonction de ce que l'idéologie sociale, implique comme relations d'ordre moral ».

Dans les *Annales de l'Hygiène publique* en 1830 : « ... Il s'agit d'inscrire dans l'habitat les normes d'ordre sexuel, social et politique et d'en assurer l'exercice dans l'espace intime de l'hygiène privée, d'où la nécessité d'une architecture adéquate. »

La « réformation », la régularisation de la ville par Colbert en 1667 expulse 30.000 « sans aveu » de la Cour des Miracles, qui sera détruite. La butte Saint-Roch sera rasée, les maisons alignées et numérotées, les rues redessinées et éclairées, des édifices monumentaux vont ordonner la circulation et spécifier les fonctions sociales.

De lieu commun, d'espace général de la socialité, la rue deviendra espace fonctionnel voué à la circulation.

« De territoire habité, elle deviendra territoire traversé, lieu de transit. La constitution de la ville, en espace normalisable se fait donc par un simple effet d'architecture. » (Ch. Meyer).

Le baron Haussmann fut le promoteur de la construction des asiles (Sainte-Anne, Vaucluse, Villejuif, etc.)

Il est à remarquer la similtude du quadrillage des rues avec la construction des hôpitaux psy où les bâtiments sont alignés. On n'y rencontre que des lignes droites, pas de courbe !

Autrefois, le pouvoir exerçait son contrôle sur les basses classes, en prétextant de la peste ou du choléra. Haussmann fit raser à Paris des quartiers populaires et expulser 350.000 habitants, pour faire construire plus de 200 km de façades bourgeoises.

La pensée hygiéniste recherchera dans la tuberculose, le moyen de maintenir son contrôle avec la création de centres d'accueil et de prévention de cette maladie. De ces centres vont naître en 1939 les centres d'Hygiène mentale.

On voulait alors faire croire que la tuberculose était contagieuse !

Elle n'était que le reflet des conditions d'existence de la classe ouvrière, qui vivait dans des taudis, mal nourrie, exploitée.

L'enjeu est donc de savoir si la sectorisation ne sera pas l'exacte réplique du passé, car même si certains secteurs fonctionnent valablement (à Etampes, à Fleury-les-Aubrais...), il ne faut pas cacher le risque de « flicatrisation à domicile » qui existe.

La folie comme prétexte donc. On s'y intéresse peu et il est d'autant plus facile pour les technocrates de la médecine et de la législation de faire valider des lois scélérates, qui font qu'une multitude d'agents sociaux possèdent une petite parcelle de pouvoir distinct, et que chaque individu doit désormais être tributaire de ces poteaux indicateurs.

Claude REGAMORF.

AU SERVICE DES COLONISÉS

LA LUTTE EXEMPLAIRE DE CHARLES-ANDRÉ JULIEN

Charles-André Julien est né à Caen en 1891. Mais sa famille, protestante, est originaire du Sud-Ouest. Universitaire et homme de gauche, son père était un ami d'enfance de Jaurès. Malgré son jeune âge, l'Affaire Dreyfus le marqua fortement. « C'était la première fois que je faisais connaissance avec l'injustice », confiait-il en mars dernier à Josette Alia, du *Nouvel Observateur*. Lutter contre l'injustice, avoir le respect de l'autre, de la différence de l'autre... a ensuite inspiré toute ma vie ». En 1906, il arrive à Oran, où on ne parle que du Maroc sur lequel la France entendait bien, coûte que coûte, établir son protectorat, malgré les difficultés que lui suscitait l'Allemagne. Il n'échappe à cette « fièvre expansionniste », à laquelle son père lui-même succombe, que grâce au récit des atrocités de la guerre des « confins » (algéro-marocains) que lui font à la fois son frère et un aumônier protestant. En même temps, il prend une première mesure des « bienfaits » de la colonisation : un seul Algérien sur un millier d'élèves dans le lycée qu'il fréquente ! « Saisi d'un zèle de néophyte » il envoie alors au *Matin* — qui, évidemment, ne la publie pas — une *Défense et illustration de la langue arabe* — son premier article anticolonialiste ! C'était en 1908, il avait alors dix-sept ans...

⁂

Positions 1914-1979 (1). Dans ces pages, pour la plupart écrites dans le feu du combat, ce sont deux tiers de siècle d'une histoire étonnamment tourmentée — triomphalisme de l'Empire à son apogée et soubresauts tragiques de la décolonisation — qui nous frappent de plein fouet. Depuis ces articles de juillet 1914 dans *La Lutte sociale* d'Oran où le jeune militant socialiste dénonce les abus du code de l'indigénat jusqu'à cet épilogue d'avril 1979 où l'infatigable lutteur « persiste à rêver de l'avènement d'un monde qui ne soit pas pire que la réalité présente ».

Un passé plus lointain émerge même occasionnellement. La personnalité de Victor Schoelcher fait l'objet d'un article, en 1948, à l'occasion du transfert au Panthéon des cendres de celui qui, un siècle plus tôt, avait arraché à un Gouvernement provisoire hésitant l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises. Le destin de Toussaint-Louverture est évoqué dans une préface à un ouvrage d'Aimé Césaire consacré au héros de l'indépendance de Saint-Domingue. Les turpitudes inouïes de la colonisation au Congo, sur lesquelles Brazza enquêta en 1905 et dont l'épouvantable confirmation hâta sa mort, sont rappelées dans une autre préface.

⁂

Les chapitres consacrés à la phase communiste de la vie militante de Ch.-A. Julien revêtent un particulier intérêt. Sa fougue révolutionnaire l'avait en effet poussé, au Congrès de Tours, en décembre 1920, à adhérer au parti communiste. L'année suivante, le secrétaire général du parti, L.-O. Frossard, lui demandait de faire partie de la délégation française au troisième congrès de l'Internationale communiste, aux côtés — entre autres — de P. Vaillant-Couturier, Morizet et Souvarine.

Le congrès socialiste de Strasbourg de février 1920, qui fut le dernier avant la scission, avait créé une délégation à la propagande en Afrique du Nord et mis Ch.-A. Julien à sa tête. Il conserva évidemment cette charge lorsque le parti socialiste se fut transformé en parti communiste. Et pour pouvoir brosser à Moscou le tableau le plus exact possible de la situation politique au Maghreb, il rédigea un questionnaire aux sections — dont les réponses, hélas ! confirmèrent ses pressentiments. Un demi-siècle plus tard, à propos de l'ensemble de ces réponses, il parlera d'un « monument de bonne foi et d'inconscience qui prouve que, sur place, il fallait un véritable héroïsme pour se dégager de ce qu'était l'ambiance coloniale ». Le texte de ce questionnaire est ici publié pour la première fois.

Le compte rendu de l'entretien du 11 juin 1921 de Ch.-A. Julien, accompagné de Vaillant-Couturier, avec Tchitchérine, alors commissaire du peuple aux Affaires étrangères, ainsi que le texte de son intervention au congrès de l'I.C., le 12 juillet, avaient par contre été déjà publiés, il y a quelques années, dans *le Mouvement social*. C'est une heureuse initiative que de ne pas les avoir dissociés du texte d'Hélène Carrère d'Encausse sur *la Question d'Orient en 1921* qui leur servait de préface.

La grande spécialiste de l'« Islam rouge » montre en effet comment l'entretien avec Tchitchérine et la protestation de Ch.-A. Julien — associée à celle de l'Indien M.N. Roy — contre la portion congrue attribuée par le Congrès aux problèmes coloniaux, éclairent un tournant de la politique internationale des dirigeants soviétiques : le début d'une phase de reflux de la Révolution mondiale.

Elle rend hommage également à la lucidité et à la justesse d'analyse de Ch.-A. Julien, face aux « tendances profondes à l'européocentrisme » du Komintern. « En insistant sur la spécificité du capitalisme dans le monde colonial, en soulignant que là, le combat contre l'impérialisme passe par la voie des problèmes nationaux, en analysant la structure de la petite bourgeoisie d'Orient, ses relations avec d'autres classes ou couches défavorisées, Ch.-A. Julien... annonce les analyses sociologiques des révolutions du tiers-monde qui se développent en U.R.S.S. dans les années soixante et qui rompent avec les visions schématiques de l'époque stalinienne. »

⁂

(1) Ch.-A. Julien : Une **pensée anticoloniale. Positions 1914-1979.** Présentation de Magali Morsy. Editions Sindbab, 1 et 3, rue Feutrier, 75018 Paris. Prix : 68 F.

Près de la moitié de l'ouvrage est consacrée à la décolonisation de l'Afrique du Nord, pour laquelle Ch.-A. Julien a plus particulièrement lutté.

Il est sans pitié pour l'égoïsme forcené des « prépondérants », du type de ce Philippe Boniface, chef de la région de Casablanca, « l'âme damnée de la politique marocaine... le véritable résident du Maroc ».

Mais sans pitié aussi pour l'administration, sans laquelle l'opposition des colons eût été vaine : « La trahison permanente des fonctionnaires coloniaux constitue un des éléments fondamentaux du drame d'outre-mer ».

La responsabilité de certains résidents généraux en Tunisie et au Maroc a été particulièrement lourde. En 1952, Jean de Hauteclocque se faisait fort de résoudre le problème tunisien « en mettant une sentinelle à la porte de Chenik » — le premier ministre de l'époque — et prétendait que le nom de Bourguiba était à peu près oublié. De 1947 à 1951 au Maroc, le général Juin « jugeait que le contrôle devrait s'exercer sous forme d'autorité directe, à la cravache ». Pire encore était la situation en Algérie : « L'énorme sépulcre blanchi que constitue le gouvernement général est un réceptacle de putridité dont aucune désinfection ne saurait venir à bout ».

Ch.-A. Julien n'oublie pas pour autant le racisme instinctif des petits blancs, des « Cagayous ». Vieille histoire : si, en 1848 et 1870, s'affirmant républicains, ils s'étaient dressés contre le « régime du sabre », c'était essentiellement parce que celui-ci s'efforçait de les empêcher d'exproprier les indigènes. Et de rappeler comment, à Sétif et à Guelma en 1945, les Français d'extrême-gauche s'étaient montrés les plus impitoyables dans la répression. Comment, plus tard, Bab el Oued, en grande partie communiste, avait basculé dans l'activisme O.A.S. « Parce que le petit blanc, qu'il le veuille ou non, bénéficie d'un privilège, même quand il est misérable ».

Mais, parce qu'il les connaît admirablement — Louzon aussi les connaissait bien ! — Ch.-A. Julien sait que ces grandes gueules sont susceptibles de plier, lorsque se manifeste, à leur encontre, une véritable autorité. Et c'est pourquoi, sans trêve, il fustige les capitulations des gouvernants français devant le « lobby » pied-noir.

Dans la mesure où son parti, la S.F.I.O., représente jusqu'en 1958 une pièce majeure de l'échiquier politique français, il s'efforce de le rallier à ses vues. Mais dirigeants et militants renâclent à le suivre.

En contact téléphonique avec Guy Mollet au soir de l'émeute algéroise du 6 février 1956, il lui exprime avec vigueur son opposition au remplacement du général Catroux par Robert Lacoste comme ministre-résident à Alger. Dorénavant Guy Mollet ne lui demandera plus jamais son avis.

L'attitude des militants est pareillement décevante. En 1951, Ch.-A. Julien avait été amené à s'insurger contre les socialistes marocains qui justifiaient leur opposition au mouvement national par le fait qu'il était dirigé par des bourgeois : « [Ce] sont des bourgeois, leur rétorquait-il, comme les bourgeois de 1789 lorsqu'ils ont fait la Révolution. Car la Révolution n'a pas été faite par les prolétaires, mais par les bourgeois. Comment serait-elle faite au Maroc par le prolétaire qui n'a aucune instruction ? Comment voulez-vous qu'il y ait à la tête de ce pays des gens qui ne soient pas des nationalistes et des bourgeois ? »

Dans les premières années de la guerre d'Algérie, c'est du mythe de l'Algérie française qu'il essaie de les détourner : « L'Algérie est française dans la limite ou une conquête crée un droit de possession : mais l'Algérie est en fait un pays arabo-berbère où un million de Français dominent neuf millions d'indigènes ».

En même temps, il s'adresse à la grande presse. Dans des articles ou des interviews qui suscitent d'âpres controverses, il s'efforce d'alerter l'opinion sur la gravité des problèmes et l'urgence de les résoudre. Mais il se heurte à une extraordinaire passivité de cette opinion, conditionnée de longue date par un enseignement insidieusement colonialiste.

« L'école primaire a persuadé les écoliers, les jeunes, qui deviendront paysans et ouvriers, du rôle humanitaire de la France outre-mer, déclarera-t-il en 1969 à ses interlocuteurs de la revue *Front*. Du bas en haut de l'enseignement, on a admis la colonisation comme une sorte d'élément révolutionnaire, comme les armes napoléoniennes qui avaient apporté la liberté aux peuples d'Europe. La pensée de Thorez, telle qu'il la formula lors de son voyage en Algérie [en février 1939] est toute imprégnée de cette formation. »

Il n'hésite pas non plus, le cas échéant, par des démarches personnelles, à tenter de convaincre les moins obtus des dirigeants de pratiquer une politique plus audacieuse.

Au risque de se faire accoler, par les intégristes de l'anticolonialisme, l'épithète infâmante de « social-démocrate », il les presse d'engager, tant qu'il en est encore temps, le dialogue avec les élites musulmanes occidentalisées. Sans quoi c'est avec d'autres forces, plus profondes et plus frustes, qu'ils risquent d'avoir un jour à traiter.

Au formalisme juridique derrière lequel ils masquent souvent leur absence de volonté politique, il oppose l'empirisme des gouvernants anglais, travaillistes ou conservateurs qui savent trouver un Lord Mounbatten pour négocier l'indépendance de l'Inde ou sortir de prison un Nkrumah pour en faire un premier ministre de la Gold Coast — l'actuel Ghana.

***

L'incapacité des dirigeants français à résoudre les problèmes de la décolonisation lui paraissait, en outre, lourde de périls pour l'existence du régime républicain.

Pendant longtemps c'est le général Juin, promu maréchal en 1952, qu'il a craint plus que de Gaulle, sans doute en raison de son origine algérienne. Dans le *Bulletin intérieur du Parti*, il dénonce en lui, en 1951, « un factieux qui emploie les procédés qu'a employés Franco quand celui-ci a fait une répétition générale avant de débarquer en Espagne ». Deux ans plus tard, au lendemain de la déposition du Sultan, il exprime sa crainte « qu'un maréchal sorti d'Afrique puisse avoir l'ambition de se servir du Maghreb comme tremplin » — comblant ainsi les vœux unanimes des colons d'Afrique du Nord.

Sur de Gaulle, au profit de qui jouèrent en fin de compte les événements, il s'efforce de porter un jugement équitable.

Certes, il dégonfle le mythe, créé par ses « féaux », de l'unité et de la continuité de ses conceptions coloniales : « Jusqu'en 1953, de Gaulle a été un colonial intégral ». Les motions votées par la fameuse Conférence de Brazzaville de janvier 1944 rejetaient toute idée d'indépendance pour les possessions françaises et même l'éventuelle perspective d'une communauté du type du Commonwealth. Plus tard, le R.P.F. — le Rassemblement du peuple français créé par de Gaulle en 1947 — s'oppose longtemps à toute tentative de réforme.

De même, Ch.-A. Julien considère comme impensable que de Gaulle se soit clairement fixé, dès 1958, « le but qu'il n'atteignit qu'après quatre années de tâtonnements, bien qu'il exerçât un pouvoir régalien ». Ce n'est que peu à peu, estime-t-il, qu'il parvint à élaborer une politique algérienne « dégagée des stéréotypes coloniaux ».

Mais « l'homme à foucades était, au contraire de ses prédécesseurs, un réaliste ». Deux hommes en fait : « celui qui croit que l'assimilation eût pu réussir si on avait agi en conséquence ; l'autre qui analyse lucidement la situation présente et cherche la solution ». La survivance en lui de vieux préjugés a indéniablement retardé la paix. « Cela dit, il a abouti, ce qui n'était point aisé et nul n'est en droit de lui en contester le mérite. »

***

Dans sa conclusion, Ch.-A. Julien s'efforce de faire lucidement le point sur la situation actuelle.

Si la décolonisation représente un phénomène historique « d'une portée aussi grande que les révolutions française et russe », il est indéniable qu'« elle n'est pas à la hauteur de nos espérances ». La domination d'autrefois se perpétue sous des formes nouvelles : « L'impérialisme, après avoir été autoritaire est devenu corrupteur ». Le monde communiste et le monde capitaliste n'ont rien à s'envier : ils pratiquent « une politique aussi égoïste, si ce n'est plus, que le colonialisme de jadis ».

Mais la critique de Ch.-A. Julien ne se limite pas aux nouveaux maîtres du monde. A l'instar de René Dumont, il entend l'exercer librement à l'égard des anciens colonisés. C'est un bien mauvais service que leur rend cette « intelligentsia occidentale, malade d'un complexe de culpabilité coloniale, [qui] se refuse à voir des fautes ou des erreurs autrement que sous la forme de la responsabilité impérialiste et qui [les] innocente de toute défaillance ». Se refusant à être un « de ces Ponce Pilate.. qui se donnent bonne conscience par le silence » : « Je ne reconnais, dit-il, à aucun ancien colonisé le droit de me sommer de me taire ».

C'est pourquoi il dénonce aussi bien l'obligation de porter le tchador imposé par Khomeiny aux femmes iraniennes « avec le concours d'intégristes qui utilisent l'argument du couteau » que la survivance de l'excision et de l'infibulation faisant de trente millions de femmes des infirmes.

Malgré les illusions perdues, les déceptions accumulées, Ch.-A. Julien se refuse au découragement. Il veut croire encore en la réalisation — seule sauvegarde de l'humanité — d'une « union des peuples contre les formes multinationales d'exploitation et d'oppression ». L'ouvrage s'achève par cette citation de Malraux : « *L'espoir des hommes, c'est leur raison de vivre et de mourir* ».

Yves DELAUNAY.

INFORMATIONS INTERNATIONALES

L'U.I.T.A. proteste contre l'arrestation de responsables du Syndicat libre d'U.R.S.S.

L'Union internationale des travailleurs de l'alimentation et des branches connexes (U.I.T.A.), dans un télégramme envoyé à M. Léonid Brejnev, président du Soviet suprême de l'U.R.S.S., a élevé une énergique protestation contre l'arrestation de trois membres du Conseil général de l'Union interprofessionnelle libre des travailleurs de l'U.R.S.S. (S.M.O.T.).

Il s'agit de MM. Vladimir Borisov, ouvrier électricien, et Nikolai Nikitin, chauffeur de camion, ainsi que Mme Albina Yakoreva, graveur sur bois. Les trois militants du S.M.O.T. ont été arrêtés, dans la nuit, dans l'appartement de M. Vsevolod Kuvakin, conseiller juridique du S.M.O.T. M. Borisov et Mme Yakoreva sont détenus dans une station de milice de Moscou, alors que M. Nikitin a été emmené dans une destination inconnue.

Le S.M.O.T., fondé en octobre 1978, a pris la relève de la première tentative, d'organiser un syndicat hors du cadre de l'organisation syndicale étatique. Cette tentative, animée par Vladimir Klebanov, ancien mineur, en 1977, avait été désarticulée par les arrestations, internements dans divers hôpitaux psychiatriques et assignations à résidence. Un des responsables du S.M.O.T., Lev Volokhonsky, a été condamné le 12 juin 1979 à deux ans de camp par un tribunal de Leningrad. L'U.I.T.A. avait déjà protesté contre ce procès. Un autre responsable de l'organisation, Vladimir Skvirski, avait été condamné le 16 mai, par un tribunal de Moscou, à cinq ans d'exil intérieur.

Le représentant du S.M.O.T. à l'extérieur, Viktor Fainberg, a été entendu par le Comité exécutif de l'U.I.T.A. lors de sa dernière réunion du 14 au 17 juin 1979.

L'U.I.T.A. est une fédération internationale d'organisations syndicales de travailleurs de l'alimentation, des boissons, des tabacs et de l'hôtellerie. Elle regroupe 160 organisations affiliées dans 58 pays, représentant 1,8 million de membres. Son siège est à Genève.

Communiqué de la Fédération Internationale des Droits de l'homme

La Fédération des Droits de l'homme qui a été saisie du sort de 14 militants syndicalistes iraniens, membres du Parti socialiste des travailleurs (P.S.T.) actuellement détenus à la prison du Comité islamique d'Ahwaz (province du Khouzistan) a mandaté, pour une enquête sur les charges pesant sur eux, les conditions de leur détention et les garanties de leur défense deux avocats, Me Mourad Oussedik et Me Michel Zavrian, en qualité d'observateurs, avec mission de prendre tous les contacts utiles pour l'accomplissement de leur tâche.

Ils sont partis en Iran le 9 août 1979.

DISCUTEZ LES OPINIONS DE LA « R.P. »
DONNEZ-LUI LES VOTRES

A TRAVERS LES LIVRES

MANDEL, Arnold. *Nous autres Juifs*. Paris : Hachette (Essais : Littérature et Sciences Humaines). 1978. 372 pages.

Sans complaisance, mais avec infiniment d'amour, Mandel nous donne dans ce livre une synthèse de sa vision de la condition juive. Il faudrait sans doute préciser du « mystère » de la condition juive, de la pérennité juive, car Mandel ne vise, nullement à se faire sociologue, mais, plutôt à apporter un témoignage éclairé, approfondi, illustré par l'expérience de toute une vie consacrée à l'observation et à l'étude de l'*être juif*. D'ailleurs Mandel définit excellemment son objectif et sa méthode dès les premières pages de son livre. Ce qu'il veut, sans « devenir un judéosophe de l'extérieur », c'est « faire ses inspections et introspections, envisager et dévisager » un phénomène dont il voudrait être « en même temps qu'un profil, l'exégète, le récitant, l'illustrateur, voire quand surgit le fantasme de l'exaltation, le poète ou le prophète ».

Nous autres Juifs est le livre d'une érudition sans ostentation d'un familier des littératures juives qui sait judicieusement puiser aux sources de la Torah, du Talmud et de la longue lignée des commentateurs et exégètes juifs qui se prolonge jusqu'à nos jours avec les Martin Buber, Franz Rosenzweig, Abraham Heschel, Emmanuel Levinas et André Neher. Bien qu'il expose et qu'il discute avec beaucoup de vigueur et d'à propos la dimension essentiellement religieuse, tournée vers un au-delà de l'espace et du temps, de *l'être juif*, Mandel n'est pas — béni soit-il — un théologien abstrait confit dans ses concepts. C'est un homme juif qui a vécu intensément la condition juive, à un moment particulièrement tragique de l'histoire d'Israël, qui a beaucoup vu, beaucoup retenu et beaucoup réfléchi à toutes les dimensions et toutes les implications de son expérience personnelle du destin juif.

Il traite, avec une rare lucidité, des divers antisémitismes et antijudaïsmes, des mécomptes de l'assimilation, des multiples catégories de juifs qu'il a cotoyées et observées ainsi que de la permanence du religieux, qui trouve en Israël une authenticité et une vitalité renouvelées.

Ce que nous avons le plus apprécié dans son livre c'est sa compréhension, à la fois sympathique, ironique, critique voire indignée, des militants de la gauche et de l'extrême-gauche, non-juifs aussi bien que juifs, tels qu'ils existaient et se manifestaient, dans la Diaspora et en Israël, depuis « l'Octobre rouge » et aux lendemains de Mai 1968.

Né à Strasbourg en 1913, de parents originaires de Galicie qui y tenaient un magasin de jouets, Arnold Mandel transpose dans le contexte français, la tradition du Yeschiva Bocher ou Bahour (comme Mandel l'orthographie lui-même), éternel étudiant et littérateur bohême. Elève du lycée de Strasbourg, puis de la faculté des Lettres, il termine à Paris une licence de littératures allemande et française puis collabore à la presse d'extrême-gauche jusqu'à la guerre. Mobilisé dans l'artillerie en Algérie, il redécouvre, au contact des communautés séphardiques, l'importance et la signification de la dimension juive de son identité. Rentré en France en 1941 il trouve bientôt refuge en Suisse contre les persécutions antisémites du gouvernement de Vichy. En 1944 il rejoint les Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I.) et combat avec elles sur la frontière du Jura. Depuis 1945, Mandel est devenu l'un des plus prolifiques et des plus pertinents porte-parole des juifs francophones. Il a décrit et analysé, dans d'innombrables articles et plusieurs livres de réflexion (*La Voie du Hassidisme*, Calmann-Lévy) et de fiction (*Le Peuple* et *La Vierge au Bandeau*, Fayard), l'originalité et la spécificité de la condition juive dans le monde moderne, en particulier en France. Influencé par la néo-orthodoxie juive et le mysticisme hassidique, Mandel a trouvé en Israël le lieu où aboutit sa quête, à la fois intellectuelle et spirituelle, pour un judaïsme totalement orthodoxe et complètement moderne. Le lecteur de *Nous autres Juifs* peut suivre pas à pas ce long itinéraire qui s'achève sur une exaltante identification à son *être juif*. Non qu'il tombe dans une sorte d'auto-satisfaction béate ou de dévotion bêtifiante. Loin de là. Mandel demeure toujours en alerte, aussi critique envers lui-même et ceux dont il se sent le plus proche que des autres. Par exemple, c'est lui le premier et le seul auteur que j'aie lu qui s'interroge sur la question de savoir quelle aurait été l'attitude des israélites ultra-nationalistes allemands ou français à l'égard d'un hitlérisme « qui aurait été ce qu'il a été, tyranniquement oppressif, belliciste, terroriste, raciste mais pas explicitement antijuif ? » Question moins hypothétique qu'il ne paraît à première vue lorsqu'on songe au rôle joué par bien des « apparatchiks » juifs en Union Soviétique depuis 1917 et surtout sous les ordres de Staline. Qui aime bien châtie bien, aussi Mandel n'est-il pas tendre, tout en restant fraternel et nuancé, pour ce qu'il appelle le « Péché Capital » des juifs qui ont pactisé, avec des dictatures, voire se sont fait les instruments dociles des totalitarismes.

Faisant alterner exposés historiques ou philosophiques avec des anecdotes, des entretiens dialogués, de courtes nouvelles même, telle l'histoire de Yossel et Riva, communistes yiddischisants émigrés à Paris, Mandel a donné à son livre la forme même dans laquelle, dès les premiers siècles de notre ère, se sont coulés les commentaires rabbiniques. Tout comme dans le Talmud on trouve dans son livre une exposition puis une exégèse de la Loi visant à relier le présent à un passé révéré et à servir de guide pour l'avenir. Toujours comme dans la littérature rabbinique on rencontre chez Mandel, à côté de savantes dissertations à la manière de la Halaka, les exemples, concrets souvent humoristiques, dans le style de la Haggada, qui illustrent son propos.

Il y a tout cela et beaucoup plus encore dans ce livre qui concerne en réalité tous ceux qui s'intéressent aux préoccupations philosophiques et à la sensibilité des Européens — et pas seulement des Juifs — qui se sont ouverts à la vie après la Première Guerre mondiale.

Dirai-je que le chapitre VII, *Eros et Israël* m'a déçu et m'a paru dater, que le chapitre VIII *Profils*, à mon avis, interrompt inutilement le mouvement de la narration, que je m'étonne qu'un aussi bon connaisseur du milieu libertaire ignore la valorisation avec Albert Thierry du *Refus de parvenir*.

Pierre AUBERY.

A travers les livres (suite)

Classes laborieuses et révolution

de Simon RUBAK (Spartacus)

« ... *A la diversité des modes d'exploitation correspondent des catégories distinctes d'exploités. Chacune de ces catégories a des comportements et des objectifs particuliers, en rapport avec le mode complexe d'exploitation qui lui est appliqué ; chacun doit se défendre et contre les anciennes formes d'exploitation persistantes et contre le capitalisme envahissant... L'augmentation très rapide et très nette du nombre des salariés indique ce développement du capitalisme industriel. Cette augmentation est universelle et considérable non seulement en nombres absolus, mais, ce qui est très significatif, en pourcentage par rapport à la population active. Il est vrai que les statistiques la grossissent peut-être si elles ne tiennent pas compte du récent emploi abusif et de l'extension du mot* salaire *devenu à la mode. Ainsi les P.D.G. font avantageusement passer leurs profits pour des salaires, de même que jadis les patriciens romains se faisaient adopter sur le tard par de faux parents plébéiens pour profiter des avantages obtenus par la plèbe...* »

Voilà un passage de l'ouvrage de notre ami Simon RUBAK que nous avons présenté dans notre précédent numéro et auquel nous nous référons dans l'éditorial du numéro de ce mois.

NOUS AVONS REÇU

Sortir de la pagaille

de Maurice LAUDRAIN (Les Publications universitaires, 3 *bis*, quai aux Fleurs, 75004 Paris).

Avec une dédicace fraternelle, Maurice Laudrain nous envoie son ouvrage dont nous reparlerons. Sous un titre populaire, il étudie très sérieusement la politique actuelle du pouvoir en place. Il y oppose une mise en ordre socialiste de l'économie. Il se rattache à l'école dite « abondanciste » représentée notamment, entre la crise de 29 et la guerre, par Duboin, Rodrigues et Georges Valois.

Sept syndicalismes

de Gilles MARTINET, Grande-Bretagne, R.F.A., Suède, Italie, France, Etats-Unis, Japon (Editions du Seuil - 45 F).

Le titre de l'ouvrage que nous avons reçu cet été suffit à aiguiser notre attention. La lecture du livre qui s'impose à tout militant syndicaliste, complètera, et peut-être modifiera, ce que nous croyons savoir sur ces sept syndicalismes. Il nous montrera sans doute ce qu'ils ont de différent et, probablement, ce qu'ils ont de commun. Qui est peut-être le principal. Nous saurons en tout cas comment un des leaders actuels du parti socialiste, voit le syndicalisme et ses différents types nationaux. Nous connaîtrons la réponse qu'il donne à la question qu'il pose lui-même au dernier chapitre de son livre : *Quel avenir pour le mouvement ouvrier ?*

SOUVENIR SUR ROSMER ET SUR LA RÉVOLUTION RUSSE

Le samedi 30 juin 1979 se tenait à Boussy-Saint-Antoine (Essonne) une réunion organisée par le G.E.R.B. (1).

A cette réunion, présidée par Marius Giraud, Godeau, Hagnauer et Body parlèrent sur le thème « Quand les vieux racontent » (formule du Bubux).

Godeau devait retracer la vie des militants Marguerite et Alfred Rosmer.

Rosmer qui était passé par les milieux anarchistes assurait avec Pierre Monatte, à la veille de la guerre de 14, la parution de la *Vie Ouvrière.* A la guerre celle-ci cessait de paraître. Alors que Monatte était mobilisé, Rosmer rédigeait les *Lettres aux abonnés de la Vie Ouvrière* en même temps qu'il collaborait avec Merrheim à *l'Union des Métaux.*

Pendant toute cette époque Rosmer tentera d'établir des liens entre les oppositions à la guerre qui se font jour dans les rangs de la classe ouvrière. Puis c'est la Révolution russe, Octobre 1917, la création du Parti communiste français. Rosmer avec Monatte et Delagarde en furent exclus en 1924.

En 1925 c'est la création de la *Révolution Prolétarienne.*

Rosmer qui était devenu et restera jusqu'à la mort l'ami de Léon et Nathalia Trotsky ne suivit pas toujours celui-ci dans ses diverses tactiques ; mais à travers les désaccords demeurèrent toujours l'estime et l'amitié réciproques.

Il est impossible de rendre compte ici de tout l'exposé de Godeau.

La lutte de Rosmer, nous dit Godeau, fut une action permanente pour la Vérité, la Liberté et la Justice.

Roger Hagnauer nous parla ensuite de ce qu'il considère comme l'œuvre la plus importante de Rosmer : *Le mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale.* Il rend hommage à celui qui fut acteur dans les événements puis historien. Un historien qui livre avant tout des faits, des documents. Ceux-ci sont accablants !

Pour illustrer comment les militants ouvriers ont pu dire le lendemain le contraire de ce qu'ils disaient la veille, voici quelques citations de la « Bataille Syndicaliste », organe de la C.G.T. :

« ... *A toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent, sans délai, répondre par la GREVE GENERALE REVOLUTIONNAIRE.* » (26 juillet 1914.)

« ... *nous ne pouvons que déplorer le fait accompli* » (2 août 14).

« *DU HEURT DE DEUX RACES QUE LA LIBERTE JAILLISSE ! Dans le conflit actuel, la question ethnique a son importance. Les Germains de sang plus lourd, partant d'esprit plus soumis et résigné n'ont pas notre esprit d'indépendance* » (6 août 1914).

« ... *Ayons confiance dans l'issue finale de cette guerre du Droit contre la Barbarie* » (article de Jouhaux du 28 août 1914).

C'est l'effondrement du mouvement ouvrier. C'est

---

(1) Groupement d'Etude et de Recherches de Boussy. Ce groupe mène des actions sur le plan écologique. Il publie un bulletin : « Bubux » qui traite des problèmes locaux.

l'Union Sacrée !... Ce n'est que peu à peu que les oppositions se manifesteront et ce sera la conférence de Zimmerwald (5 au 8 septembre 1915).

A cette « première réunion générale des socialistes internationaux depuis le commencement de la guerre » assistent des représentants de divers groupes d'opposition à la guerre de différents pays européens et notamment d'Allemagne, de France, d'Italie, de Russie, de Hollande.

Le manifeste de la conférence déclarait notamment : « ... nous ne nous plaçons pas sur le terrain de la solidarité nationale avec nos exploiteurs, mais (nous) qui sommes restés fidèles à la solidarité internationale du prolétariat et à la lutte de classe, nous nous sommes réunis pour renouer les liens brisés des relations internationales, pour appeler la classe ouvrière à reprendre conscience d'elle-même et l'entraîner dans la lutte pour la paix. »

Après Zimmerwald ce sera la conférence de Kienthal (24 au 30 avril 1916)... Et puis les coups de tonnerre de février et octobre 17...

Et voilà Marcel Body, toujours aussi jeune malgré ses 84 ans. Il nous décrit l'ambiance révolutionnaire de Pétrograd de février à octobre. Comment Lénine avec un langage percutant électrise les foules et lui-même : Marcel Body.

Mais après la prise du pouvoir par le parti bolchévik le gros problème non résolu c'est le ravitaillement. C'est la famine dans les villes... Marcel Body pense que tout n'est pas fait qui devrait être fait. Des ressources alimentaires existent à la campagne, dans les forêts, dans les rivières. Mais les décrets du Soviet Suprême sont impuissants à les mobiliser. Seule l'initiative des masses et des individus pourrait y pallier. Mais l'initiative des individus c'est le marché noir, l'initiative des masses c'est d'attendre les mots d'ordre du Parti. Et c'est ainsi que peu à peu le pouvoir des soviets se vide de son contenu et que le parti bolchévik devient omnipotent. C'est la répression de l'insurrection ouvrière de Cronstadt en 1921 et tout ce qui suivit...

La discussion commence. Mais les organisateurs ont été trop ambitieux et il ne reste que bien peu de temps pour engager une discussion approfondie.

Retenons quelques idées.

A propos de Cronstadt il est rappelé que Trotsky ne participa pas directement à la répression mais qu'il en prit la responsabilité. Un auditeur fit remarquer que le pouvoir qui réprime une insurrection ouvrière ne peut être un pouvoir ouvrier.

Au moins après Cronstadt il n'y a plus de pouvoir des soviets et partant il n'y a plus d'Etat ouvrier.

Un autre camarade fait remarquer que tout le programme de Lénine et des bolchéviks résidait en un capitalisme d'Etat qu'ils assimilaient au socialisme. Déjà Rosa Luxembourg avait émis des critiques contre ces conceptions.

Au cours de la discussion un auditeur parla de « l'antisémitisme de Makhno ». Rappelons que Voline dans la *Révolution inconnue* a détruit cette légende calomniatrice.

Cette discussion reprendra. Nos amis du G.E.R.B. comptent organiser une nouvelle réunion sur les idées de Rosa Luxembourg.

Des informations seront données dans la presse.

REGOR.
(10-09-79)

CHRONIQUE ANTICLERICALE

SAVOIR RAISON GARDER

Qui naguère célébrait les valeurs occitanes ou l'identité basque se classait à l'extrême-droite : il se retrouve aujourd'hui — quels que soient la nature et le montant de ses revenus — à l'avant-garde du prolétariat exploité... L'Histoire suggère que de telles oscillations — voire de tels virages à 180° — n'épargnent pas les militants ouvriers quand les envahit l'esprit du système qu'il faudra bien un jour appeler par son nom : l'idéologisme dont la tare rédhibitoire est d'empêcher de penser par soi-même.

Les avatars de la « République islamique » confirment ce propos. Les « progressistes » d'hier deviennent les réactionnaires d'aujourd'hui qui non seulement bastonnent les femmes adultères mais massacrent les Kurdes et conduisent à la « libanisation » du pays. La tyrannie cléricale de l'iman Khomeiny met à l'ordre du jour le problème de la laïcisation des institutions iraniennes et démontre que l'Islam — la seule religion actuellement en expansion — est capable de devenir une théocratie.

L'expression même de « République islamique » soulève deux problèmes intéressants. A moins de tomber dans la persécution religieuse... ou le nationalisme il n'est de République qu'universelle ou à tout le moins sociale et fondée sur la liberté de conscience. L'Islam à l'encontre du catholicisme romain a été maintes fois présenté comme une doctrine qui n'admettait pas la cléricature. Voire ! Et la théocratie en transformant tous les « citoyens » en clercs n'est-elle pas l'expression la plus achevée du cléricalisme triomphant qu'il soit d'origine civile ou religieuse ?

L'anticléricalisme pour qui veut raison garder doit-il être pour autant antireligieux ? Le sujet mériterait maints développements mais il y aurait sans doute d'ores et déjà des rectifications à apporter aux idées toutes faites qui encombrent encore le mouvement socialiste dans ce domaine particulièrement en ce qui concerne la célèbre interprétation de Feuerbach et de Marx, selon laquelle la religion est l'opium du peuple. Elle aliénerait l'homme en l'éloignant des préoccupations terrestres permettant ainsi aux puissants d'asseoir plus facilement leur domination. Applicable au judéo-christianisme, cette conception est inadéquate aux religions cosmiques — les plus nombreuses — qui exaltent la solidarité de l'individu avec la nature. Un rationalisme conséquent se doit d'étudier les mythes en eux-mêmes dont le rôle mis en évidence par la psychanalyse est de proposer des comportements exemplaires qui permettent de résoudre les conflits humains. M. Homais par sa sottise est l'ennemi du laïque...

Il renaît avec la nouvelle droite qui se veut anticléricale, antichrétienne et... antisémite. Au christiano-gauchisme et au messianisme marxiste, elle oppose le mythe redoutable du surhomme. Le phénomène par le pouvoir des médias dépasse les salons maurrassiens et il est triste que J. Attali pour y répondre explique dans un article récent publié par « Le Matin » qu'il met ses espoirs dans une nouvelle gauche... Serait-ce à dire que le mouvement ouvrier n'est pas capable de répondre à ces provocations ?

Jean MOREAU.

La «R.P.» devant la tragédie espagnole

(suite)

Nous avons sans doute beaucoup appris en ces dernières années sur la guerre civile espagnole. On a éclairé des opérations et des expériences que l'on ne pouvait déceler à travers les brumes des propagandes contradictoires. On a pu réviser le jugement porté sur la politique de non intervention — et aussi établir le bilan de l'intervention soviétique qui non seulement ne fut pas gratuite, mais fut secrètement motivée par les deux objectifs non contradictoires de Staline : détourner l'Allemagne hitlérienne vers le bassin méditerranéen — détruire le mouvement révolutionnaire espagnol, foncièrement hostile à la colonisation stalinienne.

Mais la R.P. en 1937 a clairement dégagé les voies de la recherche historique. Rien de ce que nous avons appris ne contredit ce que nous avions constaté, pressenti et dénoncé. Et je n'ai rien dit des démarches accomplies par les membres du Noyau pour la libération et le sauvetage des victimes.

Bien entendu cette information et ces jugements quant à la situation espagnole se prolongèrent en 1938 et en 1939. Un article de J. Mac Govern stigmatisait (n° 263) *La terreur communiste en Espagne* — A. Richard nous avertissait *Un procès du P.O.U.M. à Barcelone* (n° 275) — D.A. de Santillon reprenait le problème posé par Louzon et Lazarevitch sous le titre : *La révolution espagnole et le problème de l'Etat* (n° 281) — Sous la signature anonyme : Un socialiste, on relatait *Le procès du P.O.U.M.* et *L'effondrement de l'accusation d'espionnage* (n° 282).

Auparavant Styr-Nhair avait dénoncé *L'organisation de la défaite en Espagne* (n°s 270 et 271).

Des petites notes étaient consacrées à la libération des antifascistes de Barcelone, au procès du P.O.U.M., à la C.N.T. Dans les documents je note : des informations sur la prise de Teruel (25-1-1938) — sur la « transposition à Barcelone des procès de Moscou (25-4-38) — des manifestes pour le respect du droit d'asile accordé aux réfugiés d'Espagne comme aux proscrits d'U.R.S.S. — une lettre de la Solidarité internationale antifasciste au président Négrin (crypto-stalinien)...

Ce qui se dégage de ce rappel, c'est que la R.P. par son « éclectisme » et son « empirisme » occupait une position privilégiée dans l'observation du phénomène espagnol. Il n'y eut jamais sur les processus de cette tragique expérience de parti-pris préalable imposant simplification et déformation des faits. Certes Louzon prit dès le début une position intransigeante quant à la défense de la République espagnole. Il était exclusivement interventionniste et il avait le droit de l'être, car il fut présent dans les combats. Mais cette logique impérative n'obnubilait pas son esprit critique. Il se dégage de tous ses articles et ses notes un impitoyable réquisitoire contre la sanglante imposture stalinienne. D'autre part la R.P. fut toujours ouverte à ceux qui n'adoptaient ni les prémisses, ni les conclusions de Louzon.

Si les staliniens ont agi, souvent héroïquement, — conformément à des ordres, dont ils ne connaissaient pas la véritable motivation dans la plupart des cas, mais qu'ils ne discutèrent pas — les trotskystes qui sans nul doute pouvaient connaître en toute clarté les justifications doctrinales de Léon Trotsky, à la dialectique magistrale, se révélèrent également soumis à l'orthodoxie telle qu'elle était définie par le vieux Chef proscrit. Les uns et les autres, formés dans le bolchévisme étaient incapables de comprendre les sentiments du prolétariat espagnol où l'influence libertaire demeurait prépondérante. (Il ne faut pas oublier que la section espagnole de l'Internationale fut constituée avant 1872 à l'appel de Giuseppe Fanelli ; ami fidèle de Bakounine). Le P.O.U.M. (parti ouvrier d'unification marxiste), constitué par la fusion du Bloc ouvrier et paysan de Joaquim Maurin (beau-frère de Boris Souvarine) et de la Gauche communiste d'Andrès Nin, en adhérant à l'Alliance ouvrière qui tenta de réaliser l'unité de toutes les organisations syndicales et politiques se réclamant de la classe ouvrière, se révéla beaucoup plus proche des réalités espagnoles que les communistes orthodoxes et les disciples de Trotsky rêvant d'appliquer automatiquement le modèle russe de 1917. Avant d'être frappé par la répression stanienne, le P.O.U.M. fut violemment combattu par Léon Trotsky. A la faveur de la guerre civile et de l'intervention de l'U.R.S.S., les staliniens qui n'avaient jamais réussi à pénétrer dans la masse prolétarienne usèrent de la tactique ordinaire qui fut toujours et partout efficace de placer leurs hommes aux postes décisifs. Et il est certain que les syndicalistes et les anarchistes de la C.N.T. par souci de ne pas altérer et dissocier la résistance à Franco furent hésitants et réticents lors des journées de mai 1937 à Barcelone et qu'ils ne surent pas défendre efficacement les remarquables expériences des communes libertaires.

Seule la R.P. pouvait transmettre en toute indépendance la relation objective des événements, le message des révolutionnaires authentiques, la condamnation des opérations staliniennes. Sans doute dispose-t-on aujourd'hui d'ouvrages écrits soit avec la sérénité de l'historien — soit avec la rigueur « sélective » du partisan, mais pour revivre l'atmosphère de ces trois années — peut-être décisives dans l'histoire du mouvement révolutionnaire international — il n'est rien de comparable à la collection de la R.P.

J'ajoute encore que l'étude critique de la stratégie républicaine occupa une place assez importante dans la R.P., mais il n'y eut pas de certitudes imposées. L'article de Styr-Nhair déjà signalé provoqua une réponse assez vive de Fortin, volontaire des brigades internationales. D'autre part certains — qui n'étaient pas staliniens — condamnaient au nom de l'efficacité, la persistance de préjugés (?) libertaires dans la conduite des opérations militaires exigeant centralisation et discipline rigoureuse. Ainsi R. Postgate dans une lettre publiée dans la R.P. Le débat n'est pas clos aujourd'hui. Et des expériences récentes prouvent que l'action marginale de groupes de « partisans » peut être plus efficace que celle d'armées régulières solidement équipées et fortement encadrées.

Roger HAGNAUER.

(à suivre)

PROPOS D'UN FRANC-TIREUR

Le Nicaragua à la croisée des chemins

Le 19 juillet dernier, les troupes sandinistes faisaient leur entrée dans Managua, mettant fin à l'une des plus anciennes et des plus répugnantes dictatures de l'Amérique latine.

En 1933, au moment de leur départ, après plus de vingt ans d'occupation militaire, les Américains avaient confié le commandement de la garde nationale à Anastazio Somoza, le premier du nom. L'année suivante, il faisait assassiner Augusto César Sandini qui, à la tête d'une armée de paysans, avait, à partir de 1927, symbolisé la résistance à l'occupant. En 1937, Somoza se faisait élire président et, soit personnellement, soit par complice interposé, il allait accaparer le pouvoir jusqu'à son assassinat en 1956. Son fils aîné Luis, puis le cadet Anastasio II prenaient alors sa relève.

Bien que l'U.R.S.S. ait qualifié la chute de Somoza de « défaite de l'impérialisme américain », il n'est pas douteux que la présence de Carter à la Maison-Blanche a contribué à l'éviction du dictateur, notamment par la suspension en février dernier de l'assistance militaire des Etats-Unis. Car il existait à Washington un « lobby » somoziste très actif réclamant, à cor et à cris, au début de cet été, une reprise des envois d'armes, qui aurait sans doute obtenu gain de cause sous un autre président. Si défaite il y a eu, c'est celle de la politique du « big stick » — du gros bâton — inaugurée par Théodore Roosevelt au début de ce siècle, qui l'a trop souvent emporté, malheureusement, sur la politique du « bon voisinage ».

Un grand nombre de révolutionnaires venus des quatre coins de l'Amérique latine — Montoneros d'Argentine, Mexicains, Panaméens entre autres — ont combattu dans les rangs sandinistes. Pour eux, la révolution du Nicaragua n'était que la « répétition générale » d'une révolution plus vaste qui libérerait tous les peuples ibéro-américains. Ils rêvent de reprendre et de mener à son terme le grand dessein de « Che » Guevara.

Il n'est pas un seul d'entre nous, j'en suis sûr, qui ne se réjouirait de ce nouveau « printemps des peuples ». Mais est-il sûr qu'il soit de l'intérêt du Nicaragua de servir de tremplin à cette croisade révolutionnaire ?

Ce petit pays de 130.000 km2 et de 2.400.000 habitants est aujourd'hui exsangue. Pendant plus de quarante ans, le clan des Somoza l'a pressuré, pour se constituer une immense fortune, mise à l'abri pour l'essentiel à l'étranger. Lorsque, en 1972, un tremblement de terre a détruit Managua, faisant 10.000 morts et 300.000 sans-abri, Somoza s'est approprié les millions de dollars de l'aide internationale destinée aux victimes. Enfin la récente guerre civile a accumulé les ruines et provoqué la mort de 25 à 40.000 personnes et l'exode de plusieurs centaines de milliers. La reconstruction du pays est le premier impératif des dirigeants.

Ceux-ci représentent un très large éventail politique. Au départ, en 1961, le Front sandiniste n'était qu'un petit noyau révolutionnaire qui, pendant longtemps, dut limiter son action à une guérilla menée dans les montagnes. Une tendance dite « prolétaire » s'en détachait en 1975, préconisant la lutte en milieu urbain ; puis, l'année suivante, une tendance « tercériste » favorable à une alliance avec les milieux bourgeois démocrates, susceptible de déboucher sur une insurrection généralisée. C'est à l'initiative de cette tendance « tercériste » que s'opéra, au cours de l'année 1978, l'élargissement de l'opposition au régime. L'insurrection d'août-septembre, qui était prématurée, fut un échec. Celle de 1979, par contre, fruit d'une stratégie minutieusement préparée (voir *le Monde* du 12 septembre) devait entraîner la chute de la dictature.

Les sandinistes des trois tendances constituent évidemment le fer de lance de l'équipe au pouvoir. Ils semblent néanmoins désireux de préserver l'unité scellée au cours de la lutte. « Nous avons passé des engagements formels avec la bourgeoisie démocratique et nous entendons les respecter », a déclaré le ministre de la réforme agraire, Jaime Wheelock. Même prudence en ce qui concerne la politique étrangère. Le ministre de l'Intérieur Tomas Borge, considéré pourtant comme très proche de Castro, a assuré que le Nicaragua éviterait d'acheter des armes aux pays communistes, afin de ne pas donner prise à l'accusation d'un alignement politique sur l'Est. Ils semblent avoir tiré la leçon de la radicalisation de la révolution cubaine et de ses tentatives d'extension au reste du continent dans les années soixante : la prolifération et le durcissement des dictatures en ont été le contre-coup.

Il importe évidemment, s'il veut éviter que le Nicaragua ne cède à la tentation du castrisme, que l'Occident lui envoie, au plus tôt et autrement qu'en paroles, une aide massive.

L'Internationale socialiste et les partis qui la composent semblent avoir pris une conscience particulièrement aiguë de l'enjeu. Ils ont compris qu'il fallait d'urgence, apporter un appui efficace à ces « révolutionnaires raisonnables » — pour reprendre l'expression de Maurice Duverger. « Les conditions d'un compromis national sont réunies, comme celles d'un compromis avec Washington, a écrit celui-ci. Il n'est pas absolument impossible d'envisager au Nicaragua une social-démocratie de type nouveau, ni qu'elle puisse faire tache d'huile. »

Je ne professe pas pour la social-démocratie une admiration délirante. Mais, entre le goulag cubain et la Terreur blanche du type argentin, je la considérerais encore comme un moindre mal.

Le sommet de La Havane

Le sixième sommet du mouvement des pays non-alignés vient de s'achever à La Havane. Il a rassemblé les dirigeants de plus de 90 Etats représentant en gros deux milliards d'hommes — la moitié de la population mondiale.

Le mouvement des non-alignés, qui est né en 1961 à la conférence de Belgrade, est à l'origine des revendications du Tiers et du Quart-Monde en faveur d'un nouvel ordre économique international. Pourtant, si les problèmes économiques n'ont pas été complètement passés sous silence, ils ont été largement éclipsés par l'affrontement politique entre la ligne « historique » de Tito et la ligne « progressiste » de Castro.

L'atmosphère était tendue dès le départ. Le projet de document final élaboré par Cuba dès juillet présentait en effet le bloc soviétique comme « l'allié naturel » des non-alignés. D'autre part Cuba entendait substituer la délégation du gouvernement pro-vietnamien de Phnom-Penh à celle des Khmers rouges — et, éventuellement, faire exclure du mouvement l'Egypte de Sadate, traître à la cause arabe. Mais si le maximalisme de cette politique cubaine bénéficiait de l'appui d'une remuante minorité, il se heurtait aux réticences et parfois à la franche opposition d'une majorité ayant Tito comme chef de file.

Le choc devait finalement être moins sévère que certains ne le prédisaient

Certes, avec sa fougue habituelle, Castro se déchaînait contre l'impérialisme yankee et ses alliés anciens et nouveaux — l'Egypte et la Chine étant, on s'en doute, plus particulièrement étrillées — et exalter « l'esprit de solidarité et la conscience internationaliste » des soldats cubains tombés en Afrique. Pourtant, désireux de ne pas rompre les ponts, il affirmait ne pas vouloir imposer au mouvement des non-alignés le « radicalisme » de la révolution cubaine. « Nous serons patients, prudents, souples, sereins », promettait-il.

Ce lest ainsi jeté permettait à Tito de réaffirmer, sans hausser le ton, la doctrine initiale du mouvement dont, avec Nehru et Nasser, il a été le fondateur : « Nous n'avons jamais accepté d'être la courroie de transmission ou la réserve de qui que ce soit... »

Finalement, la lutte contre les politiques « de grande puissance ou de blocs » a été qualifiée de « quintessence » du non-alignement. Le siège du Kampuchéa est demeuré vide. Et si les accords de Camp David et le traité israélo-égyptien ont été vigoureusement condamnés, l'Egypte est demeurée membre du mouvement.

Castro, dira-t-on, n'a reculé que pour mieux sauter. Au cours des trois années qui viennent, il profitera de ce que Cuba va assurer la présidence du mouvement pour l'infléchir en faveur de ses thèses. Et Tito, aujourd'hui âgé de 87 ans, finira bien par disparaître.

Ce calcul n'a rien d'impossible. Reste à savoir si l'éclatement du mouvement des non-alignés, qu'il entraînerait à peu près fatalement, correspondrait au véritable intérêt de Cuba.

Andrew Young, cet « enfant terrible » de la diplomatie américaine, qui vient de démissionner spectaculairement de son poste d'ambassadeur auprès de l'O.N.U. avait déjà fait scandale, dans le passé, en minimisant le danger des interventions cubaines en Afrique. Il récidive en quelque sorte, dans une récente interview accordée au correspondant du *Nouvel Observateur* : « Je crois que si le premier projet cubain était très dur, c'était surtout pour apaiser les Soviétiques... Même s'il le voulait, il ne pourrait pas livrer à Moscou le mouvement des non-alignés. En revanche, il peut se servir du mouvement pour rétablir sa position d'indépendance. »

Cette interprétation de la politique cubaine peut assurément paraître très idyllique. Dois-je préciser que je suis loin de la prendre à mon compte ? Rappelons-nous pourtant qu'autrefois nous avons pu croire au monolithisme absolu du monde « socialiste » — Yougoslavie, Albanie et Chine comprises...

Moshe Dayan : un nouveau de Gaulle ?

Cela fait un bon moment que les Etats-Unis, dans l'espoir de hâter la solution du problème palestinien, s'efforcent de prendre contact avec les éléments les plus réalistes de l'O.L.P.

La position intransigeante de Begin et de sa majorité, en ce qui concerne de telles initiatives, est bien connue.

C'est la raison de la protestation véhémente du gouvernement israélien lorsqu'il fut avisé de la rencontre, fort discrète pourtant, en juillet dernier, d'Andrew Young avec le représentant officiel de l'O.L.P. auprès de l'O.N.U., au domicile de l'ambassadeur du Koweit.

Or, à peine l'éclat de la démission spectaculaire d'Andrew Young, désavoué par son gouvernement et refusant de faire amende honorable, commençait-il à s'estomper, que parvenait l'étonnante nouvelle d'une rencontre de Moshe Dayan avec un notable palestinien de Gaza, sympathisant de l'O.L.P.

Quelques jours plus tard, c'était une seconde rencontre, à Hébron, au siège de l'administration militaire israélienne, avec un personnage encore plus marqué, — puisque le Dr Hamzeh-Natché, qui a été banni pendant deux ans de Cisjordanie, est à la fois un dirigeant du P.C. palestinien et un membre du Conseil national — le Parlement en quelque sorte — du mouvement palestinien.

Les hypothèses évidemment ont fleuri en ce qui concerne les motivations de Dayan et l'importance qu'il convient d'attribuer à ses initiatives. Lui-même a tenu à en limiter la portée. Mais il a reconnu n'en avoir pas référé préalablement à Begin, qui aurait vraisemblablement opposé son veto.

Je ne peux m'empêcher, pour ma part, de songer au de Gaulle des années 1954-58. C'est l'époque où il commençait à remettre en question les conceptions très traditionnelles qui, jusqu'alors, avaient été les siennes en ce qui concernait les problèmes coloniaux. En juin 1954, il avait donné le feu vert aux députés gaullistes pour voter l'investiture de Mendès-France qui entendait liquider la guerre d'Indochine. Christian Fouchet devenait même ministre des Affaires tunisiennes et marocaines et, à ce titre, il allait accompagner Mendès à Tunis à la fin de juillet. Trois ans et demi plus tard, au lendemain du grave incident de Sakhiet-Sidi-Youssef, Masmoudi, alors ambassadeur de Tunisie en France, faisait le détour de Colombey avant de regagner son pays où Bourguiba l'avait rappelé. Indices fragiles d'une évolution qui, après de multiples péripéties, devait déboucher sur les accords d'Evian de 1962.

Croyons Dayan sur parole, lorsqu'il proteste qu'il n'entend nullement négocier avec l'O.L.P. et réaffirme qu'il n'y aura pas d'Etat palestinien indépendant — de Gaulle lui aussi aurait souhaité conserver l'Algérie française. Mais, en rencontrant ces notables sympathisants de l'O.L.P., n'a-t-il pas mis un second fer au feu ? Pourquoi ne rêverait-il pas, si les circonstances s'y prêtaient — et avec toutes garanties bien sûr pour la survie d'Israël — d'être un jour celui grâce auquel une paix véritable pourrait s'instaurer au Proche-Orient ?

SANTEUIL.

LETTRE D'AMÉRIQUE

Dans une série d'articles, parus au printemps dernier dans le magazine américain *The New Yorker*, l'écologiste Barry Commoner notait que, dans le débat actuel autour de la crise de l'énergie, on tend souvent à présenter l'utilsation généralisée de l'énergie solaire comme une sorte d'utopie tant que de nouvelles découvertes scientifiques et des technologies complexes non encore mises au point, n'auront pas permis d'en assurer la distribution aux usagers. En réalité les hommes savent capter l'énergie solaire et s'en servir à leurs fins depuis les temps les plus reculés au moyen de moulins à vent, de bateaux à voile, de bois de chauffage et de divers produits agricoles. On a même, plus récemment, mis au point un système de la plus grande simplicité qui permet de transformer directement les rayons du soleil en électricité. Les Américains appellent cet élément la *cellule photovoltaïque*. Il consiste en un mince cristal de silice chimiquement traité, habituellement un disque de 3 cm de diamètre et de moins d'un millimètre d'épaisseur, monté sur une base de métal recouvert d'une grille métallique. Lorsque la lumière solaire frappe le disque de silice, un courant électrique s'établit qui peut mettre en marche un moteur ou charger des accumulateurs. Jusqu'alors ces cellules n'ont guère été utilisées que pour fournir l'électricité qu'ils consomment aux satellites spaciaux. Mais des études de marché, faites aux Etats-Unis, ont montré que le coût de fabrication de ces cellules photovoltaïques pourrait être considérablement réduit si des commandes de l'Etat permettaient d'en lancer la production en grande série. Dans ces conditions elles pourraient rapidement remplacer avantageusement les générateurs à essence ou à huile lourde qui fournissent l'électricité dans les endroits situés à l'écart des grands réseaux de distribution. Un programme expérimental de fabrication et d'utilisation de générateurs alimentés par des cellules photovoltaïques vient d'être lancé par le gouvernement américain. Les écologistes, bien qu'ils en déplorent l'insuffisance, espèrent qu'il permettra de convaincre les plus sceptiques des possibilités d'utilisation pratique de ce système capable de concurrencer, dans certains domaines, des modes de production plus coûteux et plus fragiles, modes de production d'électricité basés sur l'utilisation de combustibles fossiles non renouvelables.

L'énergie éolienne, selon un rapport soumis au parlement américain, pourrait être utilisée commercialement pratiquement sans délai. Un investissement de l'ordre de deux ou trois milliards de dollars permettrait de fabriquer et de mettre en service des turbines éoliennes d'une capacité annuelle d'environ 20 milliards de watts qui pourrait être quintuplée d'ici l'an 2000. La réalisation d'un tel projet — très rentable selon les experts — permettrait d'économiser 300.000 barils de pétrole par jour en 1985 et plus de 2.000.000 par jour en l'an 2000. L'utilisation de l'énergie éolienne dans l'Ouest américain, pour pomper l'eau derrière les barrages existants, permettrait de produire cent milliards de watts supplémentaires dans les centrales hydro-électriques, selon une étude du ministère de l'Intérieur.

L'énergie solaire peut également être utilisée, et elle l'est déjà en quelques endroits, pour le chauffage des immeubles. La technologie existe et l'équipement d'une résidence privée est d'ores et déjà possible, bien que six ou sept fois plus coûteux que l'achat d'un appareillage pour le chauffage au gaz ou à l'électricité. Mais combiné avec un autre mode de chauffage ce système pourrait rapidement devenir meilleur marché.

L'ALCOOL DANS LES MOTEURS

Les réflecteurs solaires, les cellules photovoltaïques et le vent ne pourront cependant jamais se substituer entièrement aux carburants liquides ou gazeux comme sources d'énergie. Mais ces derniers eux aussi pourraient être produits de manière organique par distillation d'alcool de grain, de fruit, de pomme de terre, de betterave, etc., et le stockage du méthane que dégage, sous l'action d'une bactérie, la fermentation du fumier, des eaux d'égout et des ordures ménagères. L'alcool dans les moteurs plutôt que dans les estomacs pourrait faire merveille. Déjà dans le Midwest américain les pompistes vendent du gasohol, de l'essence contenant 10 % d'alcool de grain. Le Brésil met déjà 8 % d'alcool dans son essence, il en mettra 20 % en 1980 et il envisage de substituer entièrement l'alcool à l'essence d'ici l'an 2000. Ce procédé est d'autant plus avantageux qu'après fermentation les grains ou les betteraves laissent un résidu fort riche qui peut servir à l'alimentation du bétail et n'a rien perdu de la valeur nutritive du produit traité. Ainsi une production massive d'alcool ne compromettrait en rien l'élevage et permettrait de maintenir le cheptel à son niveau actuel.

Un autre avantage des systèmes basés sur l'énergie solaire c'est qu'ils ne supposent pas, comme les centrales électriques modernes, qu'elles brûlent du charbon, du mazout ou qu'elles utilisent l'énergie atomique, de gigantesques et coûteuses installations, de vastes réseaux centralisés de distribution. Ces systèmes fonctionnent aussi bien et sont aussi économiques quelle que soit leur taille. Ainsi peut-on s'épargner la dépense qu'entraîne la construction d'installations fixes, lignes à haute tension, oléoducs, gazoducs et autres infrastructures coûteuses et fragiles.

LA CO-GENERATION

Aucune des sources d'énergie solaire que nous avons énumérées ne saurait, à elle seule, se substituer aux combustibles et carburants fossiles actuellement en usage. Mais toutes ensemble, selon les possibilités des diverses régions du pays, devraient permettre de se passer d'essence et de charbon d'ici une cinquantaine d'années. De plus des économies considérables de carburant pourraient être effectuées si l'on utilisait des moteurs plus efficaces. En effet, à l'heure actuelle, il n'y a guère plus de 15 % de l'énergie potentielle des carburants utilisés qui soit effectivement transformée en travail. Le reste est dissipé dans l'atmosphère sous forme de chaleur absolument gaspillée. Les centrales électriques les plus modernes dispersent encore ainsi dans l'atmo-

sphère plus de 60 % de l'énergie qu'elles consomment et n'en transforment qu'environ 30 % en électricité. De plus 10 % de l'électricité produite se perd, toujours sous forme de chaleur dissipée dans l'atmosphère, en cours de transmission. Une manière de remédier à cet état de chose, selon Barry Commoner, l'écologiste américain à qui nous empruntons ces renseignements, serait l'emploi de ce qu'il appelle la co-génération. C'est-à-dire qu'une centrale électrique, ou un simple moteur à explosion, devraient être conçus de manière à récupérer la chaleur qu'ils produisent et dissipent dans l'atmosphère afin de pouvoir l'utiliser pour le chauffage domestique ou tout autre usage productif. Le système de la co-génération est déjà utilisé en quelques endroits avec le plus grand succès, notamment dans une cité de 20 immeubles de 14 étages, comportant 5.860 appartements et deux centres commerciaux à Rochdale-Queens dans la banlieue immédiate de New York. La chaleur naguère rejetée dans l'atmosphère, sous forme de vapeur à basse pression, sert désormais à alimenter ces immeubles en eau chaude en toutes saisons, en chauffage en hiver et en climatisation en été. A Toronto, au Canada, l'immeuble du commissariat de l'Ontario à l'énergie hydro-électrique est chauffé grâce à un système analogue de conservation de l'énergie. Il ne s'agit pas là d'un chauffage solaire. Tout au contraire l'intérieur de l'immeuble est soigneusement isolé de l'atmosphère extérieure grâce à un revêtement réfléchissant la lumière du soleil. Mais il a été démontré que tout immeuble contenant plus de 300.000 mètres carrés d'espace recueille suffisamment de chaleur produite par les êtres humains qui y circulent, les lampes électriques, l'équipement électrique en place, pour produire toute l'énergie nécessaire à son chauffage et sa climatisation. En plein hiver canadien, alors que la température extérieure s'était maintenue pendant plusieurs jours aux alentours de — 20° la température à l'intérieur de l'immeuble n'est jamais descendue au-dessous de + 20° même au cours d'une période de congé de trois jours pendant laquelle les lumières étaient éteintes et que personne ne circulait dans l'immeuble, et cela sans aucun chauffage d'appoint.

Jusqu'alors la co-génération ne semblait pouvoir être utilisée que dans de grands ensembles disposant de leur propre centrale fournissant vapeur et électricité pour le chauffage et l'éclairage. Désormais ce système pourra être adapté à l'usage des résidences individuelles grâce à la compagnie *FIAT* qui a mis sur le marché un co-générateur basé sur son moteur d'automobile à quatre cylindres. Il peut convertir 66 % de l'énergie reçue (sous forme d'essence, de méthane d'alcool ou de gaz naturel) en chaleur et 26 % en électricité. La perte n'est que de 8 % contre 35 % dans les systèmes de chauffage habituels. Le co-générateur Totem se vend environ 6.000 dollars U.S., c'est-à-dire qu'il constitue un investissement moins dispendieux par kilowatt de capacité de production de courant installé, qu'une centrale électrique.

LE CHOIX

Selon Barry Commoner, si les Etats-Unis décidaient aujourd'hui de convertir toutes leurs installations, pour exploiter l'énergie solaire, d'ici vingt-cinq ans ils pourraient éliminer toutes leurs importations de pétrole. Rappelons encore que l'utilisation de l'énergie solaire n'entraîne aucune pollution irrémédiable de l'atmosphère et du milieu vital, que les installations destinées à son exploitation ne permettront jamais de fabriquer des bombes atomiques ou des machines à détruire le monde, que nul dictateur ne pourra jamais s'en servir pour exercer un chantage à la terreur et que nul individu n'aura à être torturé pour récupérer un élément hautement radioactif qu'il aurait dérobé.

Ce qui rend la situation actuelle particulièrement dramatique c'est qu'aujourd'hui les Etats-Unis, et avec eux toutes les nations technologiquement avancées du globe, sont arrivés à l'heure du choix. Car il faut choisir entre la voie solaire et la voie nucléaire, il est impossible d'envisager de mener de front les deux types d'équipements qui seraient trop coûteux et demeurent donc fondamentalement incompatibles. L'inquiétant c'est que, sans avoir vraiment consulté l'opinion publique sur ce point, le Président Carter et l'administration fédérale semblent s'être déjà engagés dans la voie nucléaire. Cela signifie, entre autres choses, que d'ici 1985 il faudra envisager la mise en service de réacteurs au plutonium ou au thorium, accroître le réseau de distribution électrique, centraliser plus encore les ressources énergétiques de la nation dans quelques mains qui en auront le contrôle. Seul un vaste mouvement populaire pourrait renverser cette tendance qui mène tout droit à quelque « brave new world » pour 1974. Les écologistes l'espèrent mais se produira-t-il ?

Pierre AUBERY.

N.D.L.R. — Lire aussi p. 12 une étude critique de Pierre Aubéry sur le livre de Arnold MANDEL : *Nous autres Juifs.*

PARMI NOS LETTRES

Protestation contre une opinion d'Yvette Grilo
de Maurice DUVAL (Paris).

« Je me demande ce que viennent faire ces propos sémitiques dans un article contre le nucléaire ! (numéro de mai). Yvette Grilo se déclare angoissée par « l'encerclement d'Israël ». C'est son droit. Mais pourquoi parle-t-elle au pluriel dans une revue syndicaliste révolutionnaire, libertaire et anticolonialiste ? De tels propos y sont déplacés.

Affirmer que certains kibboutz représentent l'avenir de l'humanité, c'est vraiment prendre le lecteur informé pour un imbécile. L' « encerclement » d'Israël ? un comble ! quand tous les jours nous apprenons dans la presse de nouvelles implantations « sauvages » ou non, mais qui chassent de chez eux les habitants expropriés par les colonialistes israéliens. Les Palestiniens, eux aussi, ont droit à la solidarité humaine, eux, les plus démunis, les plus pauvres, les plus déshérités... Yvette Grilo retarde d'un siècle sur ce qui avait été conçu par les pionniers en Israël...

ENTRE NOUS

La « R.P. » reparait donc après deux mois de silence. Ce sont les deux mois où les camarades se reposent un peu en même temps que l'activité générale réduit ses cadences. On n'en entend pas moins les grondements sourds de la lutte de classe. Annoncent-ils l'orage d'automne ?

Ce numéro vient à point dans le branle-bas syndical. Serait-ce beaucoup de bruit pour rien ? Notre « R.P. » est encore là pour une étude critique du mouvement et pour proposer des moyens unitaires. On sait que, si elle regarde en deçà des événements présents pour retrouver les enseignements de l'histoire ouvrière, elle regarde aussi au-delà, c'est-à-dire vers l'avenir. De jeunes militants sont là pour la pousser vers les espoirs et les angoisses de cette fin de siècle. Ses colonnes sont toujours ouvertes, librement, à leurs idées et à leurs errances. Le principal est qu'ils n'oublient pas que nous sommes avant tout des syndicalistes, que nous nous rattachons au mouvement syndical français, européen et international, tel qu'il est et non pas tel que nous voudrions qu'il fût.

Mais chacun de nos lecteurs sait que les meilleures intentions ne suffisent pas pour faire vivre et durer une revue indépendante dont les ressources ne viennent que de son réseau d'abonnés et d'amis fidèles. Toutes les publications libres — et même les autres, mais celles-ci se débrouillent — connaissent des difficultés accrues. Comme elles, la « R.P. » sent de plus en plus que l'existence est dure. Notre maître imprimeur nous laisse à peine reprendre notre souffle qu'il annonce une augmentation de 3,6 % de ses prix.

Que faire ? Nous entendons bien reprendre régulièrement notre parution mensuelle. Il nous faut d'abord amortir un retard dans nos paiements qui a tendance à s'aggraver, et la période des vacances n'est jamais favorable au renflouement de notre caisse. Cependant, nous voulons bientôt fêter entre nous le cinquante-cinquième anniversaire d'une œuvre qui s'est inscrite dans l'histoire du mouvement ouvrier. Ses collections ont pris une valeur marchande considérable comme nous le révèle le catalogue d'une maison spécialisée. Les camarades disposés à nous abandonner leur collection personnelle pourraient trouver là un moyen de nous aider. Il suffirait que ce transfert soit bien organisé, et c'est ici que nous péchons le plus en raison du petit nombre de camarades pouvant travailler pratiquement à notre boutique.

Pour le reste des propositions à faire, c'est la routine, toujours la même et toujours nécessaire : recrutement obstiné de nouveaux abonnés (des jeunes ont déjà pris des initiatives dans ce sens), contrôler personnellement que ces jeunes abonnés sont régulièrement servis, solliciter leur avis, leur critique et leur collaboration.

Comme il avait été décidé en mars dernier, nous portons le prix du numéro à 10 F et celui de l'abonnement annuel à 100 F.

Aurions-nous dû être découragés, il y a longtemps que le courage nous aurait manqué. C'est déjà très important que la relève soit désormais assurée. Il ne faut pas que de trop grandes difficultés matérielles arrêtent l'élan de ces jeunes militants qui ont découvert la « R.P. » et qui y sont déjà attachés.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE JUIN, JUILLET, AOUT 1979

RECETTES		
Abonnements ordinaires	3.153	
Abonnements de soutien	2.158,21	
		5.311,21
Souscription		2.724,40
Vente au numéro		223,90
Total des recettes		8.259,51
En caisse au 1er juin 79		3.913,28
		12.172,79
DEPENSES		
Téléphone		270,91
Editions Polyglottes, solde 1er trim.		6.709,25
Total des dépenses		6.980,16
En caisse au 31-8-79		5.192,63
		12.172,79

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Deruest (Belgique), 708,21 ; Férié (46), 100 ; Ruffin (Paris), 150 ; Mahé (06), 150 ; Vautrey (71), 100 ; Deler (33), 100 ; Geslin (45), 150 ; Barlet (42), 100 ; Fromager (75), 100 ; Bujard (69), 100 ; L. Ehrhard (92), 100 ; Samson (60), 100 ; Perrot (62), 100 ; Couchaudron (44), 100.

SOUSCRIPTION

Lepage (44), 50 ; Trial (30), 40 ; M.-L. Marquis (75), 500 ; Fournier (13), 50 ; Gauthier (13), 120 ; Duperray (42), 20 ; Le Coutaller (29), 20 ; Dambourgès (33), 50 ; Lamizet (83), 30 ; Magdinier (66), 1.000 ; Caps (33), 20 ; Collinet (35), 100 ; Aubéry (U.S.A.), 220 ; M.-L. Marquis (75), 100 ; Fornerod (Suisse), 100 ; L. Cazaubon (65), 22 ; G. Thomas (71), 200 ; Aubéry (U.S.A.), 82,40.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS
Tél. : 607-02-06

Abonnements (y compris Marché Commun) :
6 mois, 50 F — 1 an, 100 F

Autres pays : 6 mois, 60 F — 1 an, 120 F

C.C.P. 734-99 Paris

PERMANENCES : le lundi de 15 à 17 h
le mercredi et le jeudi de 17 à 19h.

La prochaine réunion de
l'Union des Syndicalistes
aura lieu le samedi 6 octobre, à 15 heures

Contre l'extermination par la faim
de la moitié du monde,
SOUTENONS LA LUTTE
DES RADICAUX ITALIENS

Imprimerie « E.P. », 232, rue de Charenton, 75012 Paris
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le directeur de la publication : Raymond GUILLORE
Commission paritaire : n° 22 071